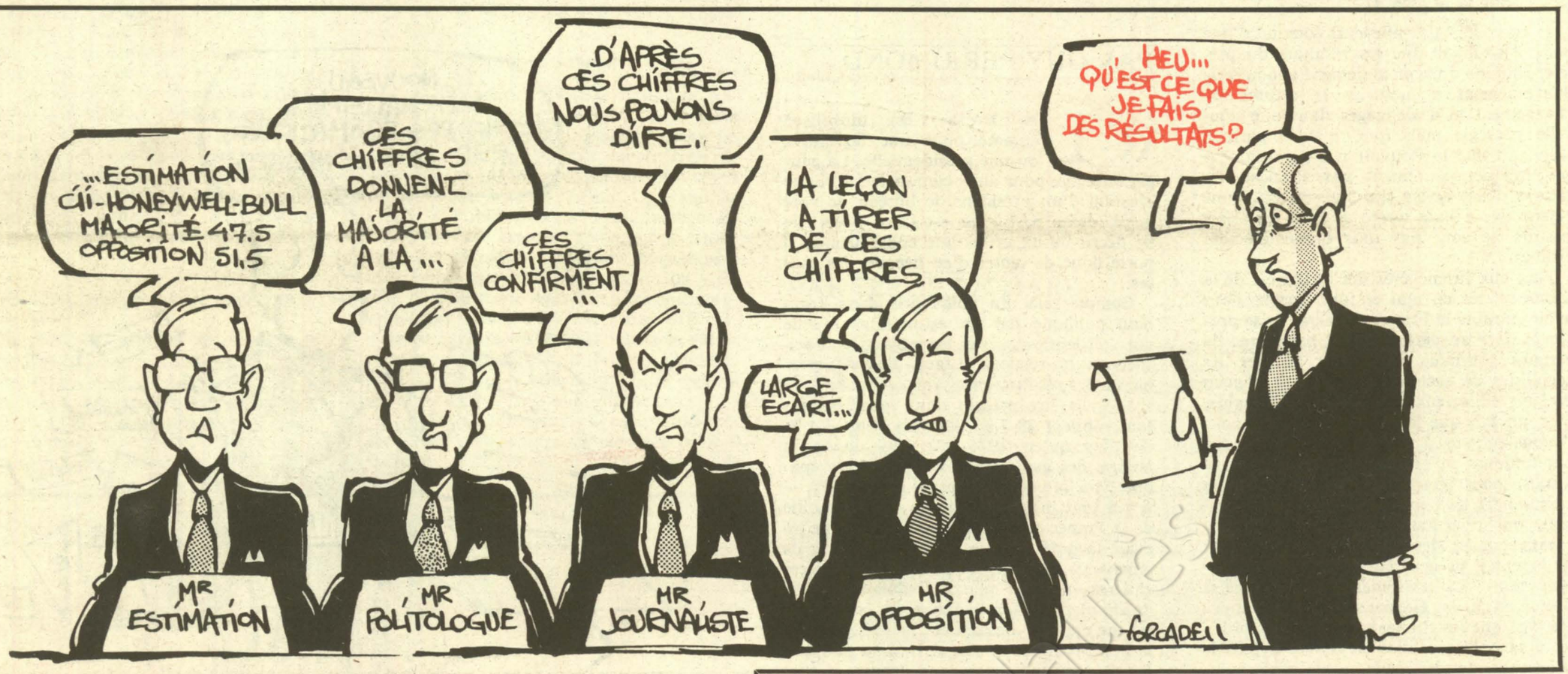
l'unité

M 2805 - N° 460 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 19 mars 1982



UN SEUL MOT D'ORDRE: BATTRE LA DROITE

PAR CLAUDE ESTIER

LE premier tour des élections cantonales n'a pas été un succès pour la majorité de gauche au pouvoir. C'est incontestable et il n'y a pas à ergoter là-dessus. Mais la droite a bien tort de crier si fort et de croire qu'elle tient le commencement de sa revanche.

D'abord parce qu'il y a dimanche prochain un second tour et que celui-ci peut parfaitement — il est même probable qu'il en sera ainsi — corriger les résultats du premier. Ensuite, parce que, contrairement à l'impression entretenue tout au long de la soirée de dimanche et traduite dans les titres de la presse de lundi du fait d'une estimation pseudo-scientifique qui ressemblait fort à une manipulation, l'écart entre la gauche et la droite n'est que de quelques dixièmes de point. S'il y a recul de la première, il reste dans une limite étroite qui n'autorise nullement les leaders du R.p.r. et de l'U.d.f. à affirmer que « les Français » ont condamné la politique du gouvernement. Enfin, quel qu'en soit le résultat, des élections cantonales ne sauraient remettre en cause celui d'une consultation nationale au cours de laquelle, à quatre reprises consécutives en quelques semaines, la majorité des électeurs a choisi la gauche pour diriger les affaires du pays. Jacques Chirac, qui établit aujourd'hui un lien abusif entre les deux, oublie un peu vite qu'en mars 1976 il était Premier ministre, donc chef de la majorité gouvernementale, quand la gauche l'a emporté aux élections cantonales avec une avance sensiblement plus forte que celle de la droite aujourd'hui.

Les choses étant ainsi remises à leur place, il n'y en a pas moins pour le gouvernement, pour la majorité, pour le Parti socialiste, des enseignements à tirer du scrutin de dimanche dernier. Au niveau gouvernemental, Pierre Mauroy, en complet accord avec le président de la Républi-

(suite en page 2)


Sygma

GUATEMALA

L'assassinat comme méthode de gouvernement

(page 8)

FRANCE - ETATS-UNIS

Les trois heures de la Maison-Blanche

(page 9)


Sygma

TELEVISION

Nina Companeez: "Le feuilleton c'est un rendez-vous hebdomadaire avec des copains"

(page 14)

SPECIAL CANTONALES

Les raisons d'un coup de frein

(suite de la page 1)

que, en a déjà tiré plusieurs lorsque, d'une part, il souligne que les résultats du premier tour ne doivent nullement conduire le gouvernement à modifier le rythme du changement ni à s'engager dans une nouvelle stratégie mais que, d'autre part, il reconnaît que le Pouvoir n'a pas toujours su expliquer clairement aux Français les raisons d'une action qui s'inscrit dans une perspective à long terme et dont les effets positifs ne sont pas tous immédiatement visibles.

Face aux surenchères des dirigeants de la droite rejetés en mai et juin dernier pour avoir entraîné la France dans une crise profonde, face au déchaînement hystérique de certains journaux qui osent accuser les socialistes de sectarisme alors que chacun de leurs éditoriaux est inspiré par la haine, c'est un fait que le gouvernement — nous l'avons écrit ici à plusieurs reprises — n'a pas toujours su utiliser les moyens dont il dispose pour rétablir la vérité, pour faire comprendre que le redressement économique, qui pourtant s'amorce, comme en témoignent les derniers indices des prix et de l'emploi, ne peut être accompli en quelques mois. La combinaison des enquêtes d'opinion et des élections elles-même montre bien que les Français ne sont pas hostiles à la politique mise en œuvre depuis le printemps dernier mais qu'ils n'en comprennent pas forcément la signification et la cohérence. Si le scrutin du 14 mars constitue un avertissement, c'est bien là d'abord qu'il se situe.

Pour le Parti socialiste, il y a aussi matière à réflexion. Sans doute a-t-il lieu de se féliciter que les électeurs lui aient confirmé sa place de premier parti de France et qu'ayant toujours admis que la poussée des législatives de juin 1981 était circonstantielle, il demeure au niveau de 30 % des suffrages, ce qu'aucune formation politique française n'a jamais atteint durablement. Mais l'examen des résultats canton par canton, d'ailleurs très variables d'une région à l'autre *(voir l'article de Guy Perrimond)*, montre bien qu'il n'a mobilisé ni la totalité de son électorat potentiel — ont fait défaut, notamment en zone urbaine, une partie des couches moyennes attirées récemment — ni l'ensemble des suffrages perdus par le Parti communiste dont l'absence explique à elle seule le recul de la gauche en même temps qu'elle lui offre des réserves pour dimanche prochain.

La tâche du Parti socialiste est donc, dans l'immédiat, de travailler à rassembler toutes les voix — y compris de ceux qui restent sceptiques sur la nature et la portée du changement entrepris mais qui ne souhaitent pas pour autant fournir d'encouragements à la droite — afin de faire élire dimanche le plus grand nombre de candidats d'union de la gauche. Au-delà, le P.s. devra engager une réflexion plus approfondie qui figure d'ailleurs à l'ordre du jour du séminaire de travail que la direction du Parti tiendra dans les premiers jours d'avril. Nous en reparlerons évidemment. Mais, pour l'instant, un seul mot d'ordre : battre la droite dimanche dans tous les cantons en ballottage. ●

Aux anciens abonnés de « Combat socialiste »

Les anciens abonnés de « Combat socialiste » à qui, depuis le mois d'octobre, nous adressons chaque semaine « l'Unité » en compensation du préjudice subi lors de l'arrêt du quotidien, reçoivent actuellement une lettre personnelle dans laquelle nous leur demandons de soucrire un abonnement à notre hebdomadaire. Il nous est, en effet, impossible de continuer à leur servir celui-ci sans contrepartie, comme nous l'avons fait pendant six mois. Compte tenu des conditions particulières que nous leur offrons, nous voulons croire qu'ils répondront très vite à notre appel. S'ils ont pris intérêt à la lecture régulière de « l'Unité » qu'ils ne connaissaient pas auparavant, nous ne doutons pas, en effet, qu'ils voudront nous aider à développer et à améliorer un journal qui demeure le seul moyen d'expression d'audience nationale du P.s. et dont la présence, face à la presse déchaînée contre le gouvernement de la gauche, est à l'évidence plus nécessaire que jamais. D'avance, nous les remercions de leur concours. ●

PAR GUY PERRIMOND

« LA droite s'est mobilisée comme pour une législative ou une présidentielle. La gauche comme pour une cantonale ! » Cette réaction d'un président de bureau de vote de la région parisienne est juste. Mais elle ne décrit qu'un effet, une conséquence. Il porte donc de tenter d'en décoder les causes.

Compte tenu du poids pris dans l'opinion publique par les estimations (quelle que soit leur valeur) et les moyens audiovisuels qui les relaient, il faut, d'abord, revenir sur les résultats, les vrais. A lui seul, le P.s., sans être présent dans tous les cantons, obtient 29,7 % des voix. Soit 3,4 % de plus qu'en 1976. Ce qui donne la mesure des gains réalisés depuis cette époque *(voir tableau)*. D'autant qu'en 1979 — il y a tout juste trois ans — l'autre moitié de la France qui votait cette année-là ne lui avait accordé « que » 27 %, soit 0,7 % de croissance par rapport à 1976. Oublier ces chiffres, ne voir que la balance gauche-droite c'est limiter l'analyse au conjoncturel, ne pas voir l'essentiel : depuis dix ans, le P.s. progresse et son arrivée au pouvoir, les changements intervenus depuis, le type de campagne menée par la droite, rien n'a pu arrêter cette progression. Certes, par rapport aux législatives de 1981, les résultats sont en retrait, mais qui aurait pu en douter ?

Barre psychologique franchie

L'ensemble P.s.-M.r.g. connaît une croissance du même ordre : avec 31,4 % il franchit une barre psychologique d'importance. Il faut, à ce propos, rappeler qu'entre 1976 et 1979 la croissance de cet ensemble (0,2 %) avait été extrêmement faible.

Mais les résultats nationaux cachent quelques inégalités de taille : l'évolution du seul P.s., par exemple, n'est pas équivalente selon les régions, la localisation géographique, les catégories sociales. A grands traits, on peut décrire l'évolution d'une manière très simple : l'Ouest, qui fut longtemps « terre de mission », tient remarquablement bien, voit se poursuivre une progression notée dès 1976 : dans la région, quelques gains de sièges contre des notables de droite bien implantés en seront, dimanche prochain, la preuve. Le Sud-Ouest connaît, lui, une stabilité remarquable. Pour le reste, le croissant qui va de la Manche à la Méditerranée en passant par la Bourgogne, les variations sont sensibles. Contrairement à l'Ouest et au Sud-Ouest, on se trouve dans une zone où les gains antérieurs ne sont pas toujours assurés. Même s'ils sont compensés par un électorat... venu d'ailleurs. Dans cette zone, les percées antérieures ne se concrétiseront pas par des gains de siège ou de présidence. Et quelques reflux interviendront.

Pour les politologues, l'explication est classique : l'Ouest est une région où il n'existerait pratiquement pas d'électorat « flottant ». Lorsqu'une frontière est franchie — celle qui sépare la droite de la gauche — on reste dans sa « famille ». C'est ce qui explique la poursuite d'une conquête ailleurs freinée. Les rouges contre les blancs, cette vieille image de la Bretagne et de ses marches semble conserver, quoique modifiée, une certaine réalité.



Dans le Sud-Ouest, le mécanisme est différent. Dans ces vieilles terres, républicaines avant tout, radicales un temps, socialistes ensuite, résistantes aux modes venues de Paris, méfiantes face aux combats politiques de la capitale, avides de décentralisation, la permanence du vote de gauche — ou de droite — s'inscrit dans une logique que l'on ne retrouve pas dans l'Est ou la Bourgogne.

Mais pour le « croissant oriental » du pays, il convient de noter des inégalités intéressantes. Bizarrement, ce sont les villes et souvent les centres urbains où le P.s. progresse le moins et parfois recule. Une analyse plus fine montre que dans cette zone les caractéristiques du vote de dimanche dernier ressemblent étrangement à celles des législatives de mars 1978. Quelques chiffres pour bien comprendre. En 1976, l'ensemble P.s.-M.r.g. pesait 28,9 % du corps électoral. Aux législatives de 78, cet ensemble connaît une chute de 3,7 % et se retrouve à 25,2 %. Aux cantonales de 1979, la remontée est du même ordre que la chute : P.s.-M.r.g. arrivent à 28,8 %. Or, au fil des années, les cantonales se sont, peu à peu, rapprochées des législatives. Cela se mesure aux taux de participation, au poids respectif de chacune des grandes familles. Certes, il existe toujours dans les élections locales le poids des candidats, plus proches, mieux connu du corps électoral. Mais, lentement, les aspects partisans prennent le pas sur les spécificités locales, sur les notables.

Or, dans un certain nombre de cantons, urbains notamment, là où le P.c. était faible et où aucun transfert, sauf marginal, P.c.-P.s. n'a pu avoir lieu, on retrouve dans les rapports de force entre familles politiques des pourcentages semblables à ceux de mars 1978. Pour limités qu'ils soient en nombre, l'évolution de ces cantons doit attirer l'attention : elle donne le poids — très relatif — d'un électorat qui va du vote de gauche au vote de droite en passant par l'abstention, lorsque les enjeux ne sont pas évidents ou lorsque, sensible au gros titres de la presse, il a l'impression de ne « pas être gouverné ». Mais au-delà de ces cantons, le P.s. consolide globalement ses positions puisque, pour la France métropolitaine, il dépasse à lui seul 30 % des suffrages exprimés.

Effondrement national

Mais la gauche ne se limite pas au seul P.s. ! Et là les choses se compliquent. Les résultats du Parti communiste, pour aussi peu surprenants qu'ils soient, pèsent lourd dans la balance gauche-droite. Avec 15,9 % des voix, soit une perte de 6,8 % par rapport aux cantonales de 1976, un mieux de 0,6 % sur le premier tour de l'élection présidentielle de 1981, mais une perte de 0,2 % sur les législatives suivantes, il est évident pour tous aujourd'hui que le Parti communiste s'est installé durablement dans une période de basses eaux électorales. Il est évident aussi que sa chute n'est pas due à la spécificité de l'élection présidentielle ou à la vague portant des électeurs vers le P.s. après la victoire de François Mitterrand. Ces élections locales marquent un effondrement national — et non pas régional — et confirment sans contestation possible le nouvel équilibre des forces au sein de la gauche. Grosso modo, on retrouve un P.s. pesant le double du P.c.

Le remarquable dans ce recul, c'est sa « nationalisation ». Certes, ici ou là, un conseiller général sortant a mieux résisté que son parti. Dans quelques cas — rarissimes — il a même réussi à faire mieux qu'en 1976, par exemple dans deux cantons de Corrèze. Mais, au total, on retrouve des rapports de force faisant penser au premier tour de l'élection présidentielle. Tout se passe comme si le P.c. s'était installé, à son corps défendant, dans la fourchette 15-16 %. Aucun des « bastions » ne faisant exception à la règle, puisque le recul moyen en Seine-Saint-Denis dépasse les 10 %, frôle les 7 % dans le Nord, pour aller, dans les Bouches-du-Rhône ou la Haute-Vienne, jusqu'à 15 à 20 %. Pour le P.c. également ces cantonales font sérieusement penser à des législatives...

Paradoxalement, les tentatives faites ici et là par des élus socialistes pour limiter les

Résultats comparés des cantonales

	1973		1976		1979		1982	
P.s.	21,9	28,8	26,3	28,7	27	28,9	29,7	31,4
M.r.g.	1,9		2,4		1,9		1,7	
Ext. gauche	1		0,8		0,9		0,6	
P.c.	22,7		22,8		22,5		15,9	
Divers gauche	6,4		4		3,2		1,7	
Ecologistes	—		—		0,4		0,4	
R.p.r.	12,7		10,8		12,3		17,9	
U.d.f. (1)	14,8		15,3		21,1		18,6	
Divers droite	18,6		17,6		10,7		13,2	

(1) En 1973 et 1976 l'U.d.f. était représentée par différents partis qui se sont regroupés ensuite : R.i., Centre démocrate, etc.

cumuls de mandats ont été plutôt mal accueillies. Dans le Doubs, la Seine-et-Marne ou l'Oise par exemple, le mécanisme est le même : lorsqu'un élu laisse sa place — alors que l'âge ne le nécessite pas — le corps électoral semble ne pas comprendre et ne suit que très mal les consignes d'un parti. Par contre, lorsque l'âge marque un peu trop un sortant, la perte de confiance est nette : en Dordogne par exemple.

Pour la droite, la candidature unique qui fut souvent la règle masque en partie les reclassements en cours. Si au total avec 49,9 % des suffrages exprimés ses leaders pavoisent, une analyse plus fine devrait tempérer l'enthousiasme de certains d'entre eux. Tout d'abord la balance gauche-droite au premier tour de l'élection présidentielle était plus favorable à la droite que celle de dimanche dernier ! L'année dernière, à l'issue du premier tour, la droite avait 2 % d'avance sur la gauche. Dimanche dernier, elle n'a plus que 0,8 %. Ce qui relativise le succès. Mais surtout cette élection marque, mieux que les législatives de juin dernier, la montée en puissance du R.p.r. Car lorsque le candidat unique n'était pas la règle — et cette candidature unique a eu comme résultat l'élection dès le premier tour de l'essentiel des conseillers généraux de droite —, le R.p.r. taille des croupières à son allié concurrent. A Lyon, par exemple, dans le 3e canton, le conseiller sortant U.d.f., président du conseil régional, est doublé de près de 1 000 voix par la candidate R.p.r. et se trouve contraint de se désister pour elle. Si, au soir du second tour, l'U.d.f. conserve un nombre d'élus plus important que le R.p.r., la seule raison en sera l'avantage acquis, le plus grand nombre de sortants, puisque le regroupement créé pour Valéry Giscard d'Estaing contrôlait, à la veille du premier tour, deux fois plus de conseillers généraux que le R.p.r. Il n'est pas sûr, loin de là, que l'on retrouve ce rapport de force dimanche prochain. Ce qui promet, pour l'avenir, quelques tiraillements à droite.

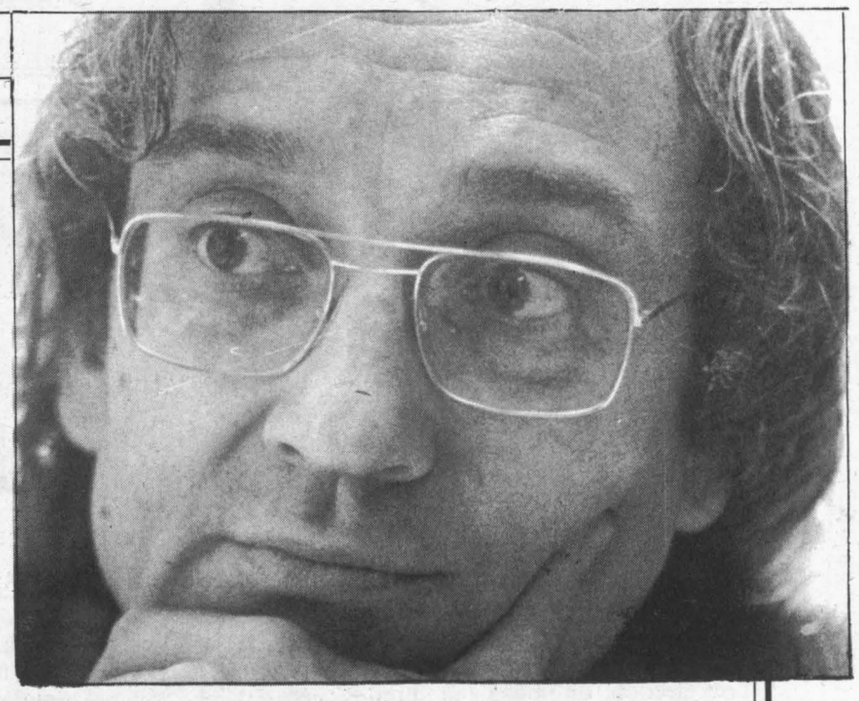
Les « affaires » plutôt que les débats

Reste à tenter de comprendre le pourquoi d'un tel résultat. Du côté de la droite rien de très compliqué. Il était évident qu'à la première occasion les « battus » de 1981 tenteraient d'affirmer le refus du changement. Les législatives partielles, tout comme les cantonales, l'ont prouvé. Rien de surprenant dans ce phénomène. Il suffit de noter que l'état-major du R.p.r. a su choisir les axes de sa propagande en fonction de son électorat : ce que l'on appelle « les affaires » était pour la droite le meilleur terrain. Il suffit de se souvenir que lorsque l'U.d.f. et le R.p.r. étaient au pouvoir, ils refusaient déjà les vrais débats. Il n'y avait aucune raison pour que cette fois-ci ils acceptent de parler des nationalisations, de la décentralisation, de la marche de l'économie. Par contre, pour mobiliser ce que la France compte de conservatisme, de poujadisme, d'individualisme, le suicide de René Lucet, la démission de deux policiers ou une prétendue chasse aux sorcières n'avaient que des avantages : celui d'éviter tout débat politique, toute confrontation raisonnée et de ne faire appel qu'à des réactions émotionnelles. C'est pour cela que la campagne de la droite fut, avant tout, nationale. Menée à l'échelon local, il aurait été impossible d'éviter des questions plus concrètes, celles de la marche de la France ou la réalité de la décentralisation. Mais si une telle démarche a permis à la droite de rassembler ses troupes, elle n'explique en rien — ou pas suffisamment

(suite en page 4)

La chronique de Max Gallo

L'histoire et les cantonales



Pour que la peur et la lâcheté ne l'emportent pas, rassembler et agir. Pour le second tour et au-delà, il nous faut convaincre

BIEN SÛR, ils étaient amers ces camarades au soir du 14 mars. Ils haussaient les épaules, parlaient nerveusement au fur et à mesure qu'arrivaient les résultats. Leur horizon, ce n'étaient pas d'abord les bilans nationaux, mais ceux de nos cantons, ici, dans ce département où pour la gauche tout est plus difficile. La percée de juin, nous espérions, sans trop y croire pour les plus réalistes, qu'elle se consoliderait en mars. Nous sommes allés de cour d'école en arrière-salle de café. Nous avons tenté de convaincre et nous avons été battus. La droite a colmaté ses brèches en mobilisant toutes ses troupes.

Faut-il parler alors encore de cet extrême Sud-Est de la France au risque d'être accusé de myopie, d'égocentrisme ? Après tout, le sens de la consultation électorale ne se révèle pas là-bas, entre les Alpes et la Méditerranée. Je sais bien, mais c'est notre ligne de front et c'est là que nous recevons la victoire ou la défaite. Et l'enthousiasme, les illusions et l'obstination de quelques centaines de militants, cela fait aussi partie du paysage politique et il est bon qu'on relate la vie d'une escouade. Mais il y a davantage, dans ce microcosme. Comme un reflet exagéré de ce qui s'est passé en France. Et cela mérite attention.

J'écoutais dimanche soir, sur la première chaîne de télévision, un éditorialiste conclure avec faconde et autorité, à partir d'estimations erronées, à la défaite politique de la gauche. Il pérorait, ce personnage qui invoque le « bon sens » et joue du fait qu'il a écrit des livres d'histoire pour affirmer qu'il est objectif. Comme si raconter à sa manière une période du passé — Lenôtre et Gaxotte furent aussi des historiens — avait jamais donné un brevet d'objectivité. A entendre Henri Amouroux prétendre ainsi que les élections cantonales étaient la « défaite de monsieur Badinter » et celle du sectarisme, je trouvais la confirmation de ce que j'ai toujours pensé de ses récits de la vie des Français sous l'Occupation : une vision partiale maquillée en toute bonne conscience aux couleurs du bon sens. Et monsieur Amouroux de disserter sur le « coup de tête des Français en mai-juin 1981 », suivi par un retour du bon sens.

Pour la droite pateline et démagogue qu'il incarne, les élans du peuple ne sont jamais qu'une ivresse de fêtard, qui, une fois dégrisé et après avoir hurlé quelques chansons, cassé quelques vitres, retrouve le champ et l'établi. Peut-être a-t-il été nécessaire d'infliger une contravention ou une peine d'emprisonnement à ce grand enfant naïf qu'est le peuple, entraîné à la débauche par quelques intellectuels dépravés et quelques professeurs inconscients. Heureusement le fond est sain. Le bon sens populaire l'emporte bientôt, après la punition et la leçon de morale. Et le peuple vote pour Jacques Chirac et Giscard d'Estaing, ces bons maîtres.

Je repérais, sous le discours apparemment anodin, cette apologie de la veulerie qui fait dire qu'il y eut quarante millions de pétainistes ou bien que tous les Français — comme monsieur Papon sans doute qui dans sa préfecture organisait le départ des juifs pour Drancy, donnait quelques gages à la Résistance — participèrent au double jeu.

Et il m'a semblé très significatif que l'homme d'une telle analyse du passé, sommaire et conformiste, soit aussi notre adversaire.

Et qu'à l'aide d'une foule de petits faits vrais ordonnés par sa philosophie politique il transforme notre histoire en une sorte d'alternance entre l'ivresse — les victoires de la gauche — et le bon sens.

JE ne me suis pas éloigné des élections cantonales et de mon département. Nous n'y avons pas perdu de voix, mais les candidats de droite ont réussi à faire le plein des suffrages et, dans la plupart des cantons, à passer au premier tour. Pourquoi ? Est-ce « la défaite du sectarisme » de notre politique comme l'affirme M. Amouroux ou bien, au contraire, la victoire de la peur et du mensonge ?

Qu'on en juge. L'un de nos candidats dans un autobus de la ville surprend la conversation de deux vieilles dames. L'une dit à l'autre : « Savez-vous qu'il est question de tuer les vieux, parce qu'ils coûtent trop cher ? » Incroyable ? Authentique. Notre camarade interviendra, expliquera que le tract diffusant les citations tronquées de Jacques Attali ne reflète évidemment pas nos intentions politiques. Mais sait-on que dans bon nombre de salles d'attente de médecins ces tracts étaient à la disposition du public ? Et quand on ne dispose pas d'une presse capable de combattre la calomnie, la bataille politique est plus difficile.

Comment oublier que le suicide du directeur de la Caisse régionale de Marseille a été systématiquement exploité dans notre région en particulier. On a pu lire — et sous la plume d'un « historien » comme Henri Amouroux, précisément — qu'il s'agissait de « l'affaire Salengro du régime » ! Et cette comparaison scandaleuse pour qui connaît trois lignes d'histoire a été systématiquement reprise. Où se situaient le sectarisme et la déformation de la vérité ?

Il ne s'agit pas d'accuser les médias en eux-mêmes. Mais de les définir politiquement, de démasquer, sous le sourire du bon sens, la perfidie polémique et sous la prétention de l'historien qui se dit impartial le choix de l'interprétation et de la conclusion systématiquement partisanes.

CERTES il y a des moments de l'histoire où ce chantage permanent à la peur, cette exaltation de la médiocrité et de la lâcheté qui constituent les soubassements de la politique de la droite se brisent contre la lucidité d'un peuple qui fait ses choix décisifs. Ainsi en 1936, ainsi en 1981. Et ces instants de conscience, ces crêtes électorales font gravir à l'ensemble du pays une marche dans la maturité, et permettent de commencer des réformes qui modifient les conditions de vie. Mais les lignes droites ascendantes n'existent pas dans la réalité historique. Il s'agit plutôt de lignes brisées et saccadées. Deux députés socialistes élus en juin 1981 dans le département des Alpes-Maritimes. Et le conseiller général socialiste sortant battu en mars 1982. Les candidats ne sont pas en cause mais cette vague de conscience et de résolution et ce creux de peur organisée qui suit.

Rien n'est comparable sans doute. La France est ce pays aux profondes traditions démocratiques où l'on n'a jamais pu, même si l'on réussissait à la maintenir loin du pouvoir, isoler ou corrompre la gauche. Elle est là, représentant la majorité vive du pays, avec une législature et une présidence de la République devant elle. Mais qu'on songe à l'expérience portugaise ou chilienne, au rôle décisif de l'information. Non pas qu'il faille l'enrégimenter ou la contrôler mais apprécier le rôle décisif qu'elle peut jouer, savoir qu'elle dépend de l'argent pour une bonne part, et que les journalistes ne sont pas seulement des professionnels mais qu'ils constituent aussi une couche salariée qui a les vertus et les défauts de sa situation dans la hiérarchie sociale.

S'il n'y a pas, face à cette pression de l'argent et à côté de ces informateurs professionnels, l'intervention ouverte et constante de ceux pour qui la gauche n'est pas qu'une expression politique parmi d'autres ou bien une aberration, la peur l'emportera. Contre elle, il faut convaincre et rassembler. Agir. Pour le second tour et au-delà.

Mais à la longue, nous le savons mieux encore depuis mai et juin 1981, dans ce pays, ce ne sont jamais ceux qui parient sur la peur et la lâcheté qui l'emportent.

Pétain, pour revenir à l'histoire, n'est pas au Panthéon. Jean Moulin oui.



SPECIAL CANTONALES

(suite de la page 3)

— le déséquilibre relatif de la gauche. De ce côté de la barrière, une première constatation s'impose. Depuis quelques années, ce qui n'était alors qu'un effritement du Parti communiste était compensé par des gains équivalents ou supérieurs du P.s. Election après élection, on pouvait mesurer ce mécanisme, en particulier dans les zones de forces communistes comme la région parisienne. Mais lorsque la chute a été trop dure, le phénomène des vases communicants n'a pas pu fonctionner normalement. Déjà, en 1981, au premier tour de l'élection présidentielle tout comme au premier tour des législatives, François Mitterrand ou le P.s. n'avaient pas rassemblé l'ensemble des électeurs communistes qui n'avaient pu se résoudre à voter, dès le premier tour, pour le P.c. Ce n'est qu'au second tour que cet électorat, désorienté mais unitaire, avait voté pour le ou les candidats uniques de la gauche.

Une désaffection difficilement mesurable

Il est indéniable que le même phénomène s'est reproduit dimanche dernier. En effet, une bonne part de l'électorat communiste a été « formé » par des discours le plus souvent hostiles, ou au moins méfiants à l'égard des socialistes. L'arrivée au pouvoir, la lenteur, institutionnelle, du changement ne pouvaient pas, en dix mois, effacer toute une éducation. La réticence d'une partie de la gauche et de l'extrême gauche est réelle : l'histoire l'explique. Compenser les sept points perdus par le P.c. était pour le P.s. une tâche difficile en aussi peu de temps. Il faudra que les résultats des changements intervenus depuis dix mois s'inscrivent dans la vie quotidienne — et dans la durée — pour que l'abstention au premier tour ne soit pas le refuge d'une bonne partie de l'ancien électorat communiste et de l'extrême gauche.

Mais, à l'autre bord de l'éventail politique, un phénomène symétrique s'est produit : une frange assez souvent urbaine — la différence du taux d'abstention entre les villes et les campagnes le prouve — d'électeurs qui avaient voté pour le P.s. en 1976 et 1979 et a fortiori, en 1981, s'est, soit réfugiée dans l'abstention cette fois-ci, soit a rejoint la droite. Que les deux phénomènes n'aient pas le même poids est évident : il se mesure dans les zones où les pertes du P.c.f. sont importantes — plus fortes de la moyenne nationale — et qui évoluent pourtant de la même manière que l'ensemble national en ce qui concerne l'ensemble de gauche.

On retrouve bien là les caractéristiques de l'élection de 1978, même si les rapports de force au sein de la gauche ont radicalement changé. Mais la similitude des tendances est due à d'autres motifs. Tout d'abord, la décentralisation n'étant pas encore entrée dans les faits, cette élection n'avait pas, aux yeux d'une grande masse d'électeurs, d'enjeu de pouvoir. Cela suffit à expliquer la moindre mobilisation de l'électorat de gauche. Mais il est évident que d'autres paramètres ont joué. Pour l'instant, on ne peut qu'aligner les questions. L'utilisation des sondages — par exemple ceux réalisés à propos de l'inquiétude des Français face au chômage ou à l'inflation — ne suffit pas à expliquer une « désaffection » difficilement mesurable par ailleurs sur le seul P.s. ! Par contre, et compte tenu de l'électorat urbain qui semble ne pas avoir, au contraire de 1976, 1979, ou 1981, voté P.s., d'autres motivations existent.

Tout d'abord ce que l'on a parfois appelé « le manque de fermeté » du gouvernement. Qui n'est en réalité que le jeu normal de la démocratie. Mais un jeu suffisamment nouveau pour avoir surpris la frange de l'électorat de gauche la plus récente, celle pour qui débattre c'est hésiter. Viennent ensuite les rapports du pouvoir et du Parti socialiste aux moyens d'information. En ce domaine les lecteurs de « l'Unité » ne seront pas surpris. Il y a suffisamment longtemps que nous avons attiré l'attention sur ce problème. Mais il faut bien voir qu'il s'agit en fait de deux phénomènes distincts. En ce qui concerne le Pouvoir, l'information passe directement par la presse. Pour le Parti, ce sont d'abord les militants. Et de ce côté-là, il est évident que l'apprentissage du fait majoritaire n'est pas simple. Surtout lorsque du côté des syndicats et des organisations structurant la société civile, rien n'est évident, bien au contraire.

Or, c'est dans les grandes villes que le poids des médias est le plus évident... Et c'est dans les villes que les partis sont le plus structurés... Un fonctionnement au ralenti du parti et un rapport faussé entre le Pouvoir et les médias — la soirée de dimanche a été à cet égard révélatrice tout comme les titres des quotidiens de lundi — pèsent donc plus lourds sur une frange encore hésitante, mal assurée de l'électorat de gauche. Dans le système bâti par les sociétés occidentales, il est évident que, pour accrocher à gauche des catégories sociales précises, il faut du temps. La permanence des attitudes électorales le prouve. Il est donc naturel — même si c'est déplaisant — que l'abstention soit le premier refuge de certains électeurs de gauche de 76, 79 ou 81. Et qu'une autre partie — moins importante, et de loin, que les commentateurs n'ont voulu le dire — ait voté pour la droite.

Mais la plupart des commentateurs, évitant de telles questions, préfèrent depuis dimanche soir participer à des tentatives de détournements pour le moins étranges. Compte tenu de la balance gauche-droite, par exemple, les questions sur la validité du « pari d'Epinay » sont soit artificielles, soit malvenues. Que la baisse brutale du P.c. pose quelques problèmes d'équilibre conjoncturel est évident. Mais le pari d'Epinay ne se limite pas au seul rééquilibrage de la gauche. Bien au contraire ; ce rééquilibrage était nécessaire pour que le vrai pari soit tenu : faire coïncider la gauche politique avec ce que l'on appelle la gauche sociologique. Le premier terme du pari ayant été réalisé — le second aussi en 1981 —, il reste à tenir, dans le temps, l'ensemble du pari. C'est-à-dire, au fil des élections, à faire croître le P.s. bien au-delà des 30 %.

Dans l'immédiat, pour dimanche prochain, l'ambition doit se placer ailleurs. Tout d'abord assurer la bonne qualité des reports au sein de la gauche. Mais surtout mobiliser ce que l'on appelle communément les « réserves ». Car si la participation a été, dimanche dernier, une des plus fortes que l'on ait connue pour des cantonales, elle a été très inégale. Il est évident pour tous que, soit du côté des anciens électeurs communistes, soit parmi des électeurs socialistes récents, la gauche dispose d'un pourcentage non négligeable de votants qui devrait lui permettre de retourner la situation. Là, c'est au Parti de savoir mobiliser, de faire prendre conscience des enjeux.

Noyau dur et réserves

Jean Poperen rappelait dimanche soir à Antenne 2 quelques faits significatifs. Alors que le pourcentage de la hausse des prix pour février était connu (0,8 %) de même que celui du chômage pour le même mois (qui indiquait également une tendance à la décélération), presse et radios avaient fait sur ces informations un silence pesant. On ne peut pas dire la même chose à propos des « affaires » qui n'ont pas pour les Français, quoi qu'on veuille en dire, la même importance. Il convient donc de remettre les choses en place : d'abord révéler ce que d'autres cachent, masquent. Et cela — à court terme — seul le Parti peut le faire. Si l'on prend les résultats des zones industrielles, des régions les plus frappées par le chômage, il n'est pas indifférent que les Français sachent en quoi leur présent commence à préfigurer l'avenir. Plutôt que de rêver à de subtils changements d'alliance, dont on voit mal non seulement quelle politique ils permettraient, mais surtout sur quelle structure politique ils reposeraient, il convient de revenir à l'essentiel : quelle que soit la réaction de l'électorat lors du second tour, ce premier tour aura marqué un stop dans la conquête rapide des présidences de conseils généraux. La gauche connaît donc un coup de frein. Dans les conditions actuelles, les 49,51 % d'électeurs qui ont voté à gauche marquent le noyau dur des partisans du changement. Toutes les analyses faites au niveau des bureaux de vote, des cantons prouvent que ce noyau a des « réserves ». En particulier dans les grandes villes et leurs banlieues, ces réserves sont importantes. On ne peut pas écrire la même chose pour la droite ! Convaincre ces réserves qu'elles doivent participer au changement, et cela pas seulement au moment des élections, est le véritable enjeu. Si le P.s. et la gauche en général y arrivent, l'avenir sera, pour longtemps, rose. ●

MANTES-LA-JOLIE

L'urbanisme sauvage à l'heure du changement

Grâce à l'action de la municipalité socialiste de Mantes-la-Jolie, le grand ensemble du Val-Fourré est en train de retrouver une vie sociale

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

LES femmes aux fenêtres et tous les enfants dans la rue, l'œil écarquillé et le rire aux lèvres : ce n'est pas tous les jours qu'on voit un ministre se balader dans la Z.u.p. du Val-Fourré. La visite à Mantes le 9 mars de Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la Famille, pilotée par Paul Picard le maire socialiste, a été presque entièrement consacrée à cette Z.u.p., bel exemple de l'urbanisme des années 1960 - 1970 et du très lourd héritage des grands ensembles...

Après près de 30 000 habitants, le Val-Fourré abrite les deux tiers de la population de Mantes (45 000 habitants). Claude Le Moal, adjoint au maire, chargée des affaires sociales, explique la situation : huit mille appartements, constitués à 90 % de H.l.m. locatifs, douze tours de dix-sept étages, un tiers des immeubles occupés à 100 % par des immigrés — qui constituent 70 % de la population de la Z.u.p... Ici se côtoient une trentaine de nationalités avec dix ethnies dominantes (Marocains, Tunisiens, Maliens, Turcs, Laotiens, etc.). Les familles nombreuses abondent et les appartements sont souvent trop petits. Dès l'arrivée dans la Z.u.p., l'omniprésence des enfants est la première évidence. En tout, ils sont 13 000 enfants scolarisés et quelque 5 000 adolescents. « Beaucoup sont en voie de marginalisation, explique Paul Picard. A partir de 16 ans, ils ne vont plus à l'école et n'ont pas de travail. Que peuvent-ils faire ? »

L'association « Bougainville », animée par des bénévoles, tente de les aider avec les faibles moyens dont elle dispose : un appartement ouvert en permanence à tous les jeunes paumés, un groupe d'animateurs disponibles pour aider les gosses à la dérive. « Il y a parmi nous des professionnels qui travaillent dans les secteurs de la justice, de la santé, de l'aide sociale et des non-professionnels, explique Colette Thuet, l'une des animatrices de l'association. On essaie de faire un travail de prévention. En ce moment, on est confronté à de gros problèmes de drogue chez les adolescents... » Cité-dortoir (60 % des habitants qui travaillent prennent chaque jour le train pour Paris), cité-ghetto, ghetto d'immigrés, ghetto d'O.s., ville où la vie sociale se réfugie dans les caves et dans les rues : pas un seul cinéma pour ces 30 000 habitants... Heurts entre population immigrée et autochtones français : la construction d'une mosquée, réalisée à l'initiative du maire, n'a pas été sans grincements de dents...

Décidément, la Z.u.p. du Val-Fourré est bien un condensé des problèmes que connaissent les grands ensembles : à ce titre, elle figure parmi les « îlots sensibles », sélectionnés par la Commission Dubedout dans le but de coordonner et d'accélérer toutes les actions des différents ministères concernés par le sauvetage de ces quartiers en péril...

Animée par madame Bouchet, la société H.l.m. - I.r.p. a ouvert plusieurs centres d'accueil pour les jeunes : un local équipé de jeux (ping-pong, baby-foot, etc.) et trois appartements attribués aux jeunes qui s'y organisent comme ils l'entendent. Autre réalisation de cette société H.l.m. — un centre d'accueil pour les femmes, ouvert depuis un an : les femmes peuvent y venir pour utiliser les machines à coudre et à tricoter, plusieurs animatrices sont là pour les aider, donner des cours d'économie familiale, apprendre à remplir des formulaires, etc.

Laotiennes, Marocaines, Tunisiennes : pour les femmes immigrées du quartier, le centre est devenu un lieu de rencontres, la possibilité de rompre l'isolement de chacune confinée dans son appartement. Ici, les femmes peuvent venir avec leurs enfants et faire ce qui leur plaît. Pour la visite de Georgina Dufoix, les Marocaines, très nombreuses, avaient préparé un superbe goûter : thé à la menthe et gâteaux à la semoule et au miel délicieux... Dans l'univers uniforme du grand ensemble, le centre est devenu un refuge de chaleur humaine, un lieu où ces femmes, loin de leur pays d'origine, recréent un morceau de leur village d'antan... « Avec l'appui de cette société H.l.m., nous avons déjà réussi à améliorer la vie quotidienne des habitants de la Z.u.p., explique Paul Picard. Mais il nous reste encore énormément à faire pour permettre la reconnaissance d'une véritable vie sociale dans ce quartier. Je compte beaucoup sur l'action de la Commission Dubedout pour nous aider. Nous avons besoin que l'Etat nous aide davantage financièrement, car tous les équipements sociaux coûtent cher. Et aussi, il faut changer certains modes de fonctionnement. » Exemple, l'attribution des logements H.l.m. Actuellement, la municipalité n'a son mot à dire que sur 10 % des logements de la Z.u.p. Tous les autres sont attribués par des entreprises et par la préfecture qui ont garanti leur financement. Renault et Simca, les deux plus grosses entreprises de la région, dirigent ainsi systématiquement tous leurs O.s. vers la Z.u.p. du Val-Fourré... Les employés et les cadres, eux, sont aiguillés vers les autres quartiers de Mantes. Quant aux jeunes de la deuxième génération, les enfants des immigrés qui ont grandi en France, ils ne trouvent pas de logements à louer sur la Z.u.p... et sont obligés de s'entasser au centre de Mantes, dans des appartements loués par des marchands de sommeil. « Cette situation ne peut plus durer, affirme le maire de Mantes. Notre premier impératif est de rééquilibrer la population de la Z.u.p. et cela ne peut se faire que si la municipalité a son mot à dire sur les attributions des appartements H.l.m... Il est absurde par exemple de loger une famille de Turcs au 17e étage d'une tour : les femmes qui arrivent de leur village d'Anatolie sont terrorisées par les ascenseurs et du coup elles ne sortent pas de chez elles. Et il arrive souvent qu'on tue le mouton dans la baignoire, en jetant les peaux et déchets dans les vide-ordures. A ce compte, les familles françaises voisines deviennent racistes... et c'est très difficile d'éviter les insultes et les heurts. » Conflits qui s'expriment aussi lors des réunions politiques tenues pendant la préparation des cantonales et où se côtoient Français et immigrés, travailleurs et adolescents. « Nous sommes sans arrêt insultés », disent les jeunes immigrés. « C'est vrai, répond un ouvrier qui fait les 3 × 8 chez Renault mais quand je rentre, je suis crevé et je n'ai pas envie de supporter le bruit de vos mobylettes en bas de l'immeuble. » Dur, dur...

Paul Picard, le jeune maire socialiste, n'est heureusement pas de ceux que la difficulté décourage. Les problèmes, il a décidé de les prendre à bras-le-corps et d'en sortir. « Je suis optimiste. Maintenant, le gouvernement est du même bord que nous. Et le programme d'action de la Commission Dubedout devrait nous donner un bon coup de pouce. Mais ça ne se fait pas du jour au lendemain... » ●

Georgina Dufoix et Paul Picard au centre d'accueil pour les femmes.



NOUVELLE-CALEDONIE

La course à l'indépendance est ouverte

Inéluctable pour la plupart des partis politiques calédoniens, l'indépendance est désormais dans tous les esprits… La droite la réclamant pour faire l'économie de la décolonisation. Le pouvoir socialiste, lui, a mis en marche un train de réformes pour décoloniser en douceur : distribution des terres, réforme fiscale, etc…

PAR EMMANUELE PLAS

(de notre envoyée spéciale)

POUR tous ceux qui ne participent ni peu ni prou à la prospérité économique du territoire, l'après 10 mai a d'abord été le temps de l'espoir. La presque totalité de la communauté mélanésienne est dans ce cas. Toutes forces tendues vers l'indépendance. Jacques Iékawé, le premier haut fonctionnaire mélanésien à avoir été nommé par le conseil des ministres secrétaire général adjoint du conseil de gouvernement, explique : « Lorsque nous revendiquons notre indépendance, c'est notre dignité que nous revendiquons. » Pour Elie Machoreau, conseiller territorial, membre de l'Union calédonienne : « L'indépendance que nous revendiquons ce n'est pas contre la France, c'est une question de dignité. Ce que nous demandons au gouvernement français c'est de faire la décolonisation en faveur des Mélanésiens. Après, l'indépendance se réglera facilement entre Canaques et Calédoniens. » Pour Yéweiné Yeweiné, autre conseiller territorial de l'U.c. : « Nous voulons nous affirmer dans ce pays par rapport au mépris. » Quant au théoricien de l'identité canaque Jean-Marie Tjibaou, il affirme : « Il n'y a pas de nation canaque mais elle est en train de se constituer puisque le concept de nation est lié à la lutte contre le pouvoir colonial. Nous sommes en train de refaire la conquête de nous-mêmes. »

C'est face à cette réalité, où ceux qui ne veulent rien lâcher de leurs privilèges et ceux qui aspirent à la dignité risquaient de s'affronter, que le gouvernement français a décidé d'engager rapidement les réformes. Il a fait voter par le Parlement une loi d'habilitation permettant de les mettre en œuvre, par ordonnances. Et puis en remplacement du gouverneur — un haut fonctionnaire — la métropole a envoyé pour six mois un parlementaire en mission, comme haut commissaire. Sur « le caillou », Christian Nucci, député socialiste de l'Isère, était aussi attendu que redouté. Près de trois mois après son arrivée, le « haussaire » fait en tout cas l'unanimité sur son efficacité et son autorité. Les Calédoniens semblent flattés que Paris leur ait envoyé un « politique ». Cela suffira-t-il pour faire passer les réformes sans heurt ? Chacun, ici, s'interroge, mais la politique menée par Paris a d'ores et déjà fait s'opérer dans la classe politique calédonienne des reclassements qui engagent l'avenir.

Onze partis politiques pour quarante mille électeurs font du « caillou » un petit Clochemerle politique. Contraints de se regrouper après la loi électorale de 1979, ce sont trois grandes formations qui siègent actuellement à l'Assemblée territoriale : le Front indépendantiste où l'Union calédonienne domine et qui regroupe quatorze sièges de conseillers la F.n.s.c. (Fédération pour une nouvelle société calédonienne) centriste et le R.p.c.r. (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) giscardo-chiraquien, qui comptent vingt-deux élus. L'Assemblée territoriale élit le conseil de gouvernement composé de sept membres et où seule la majorité territoriale est actuellement représentée. Le vice-président du conseil de gouvernement — le président étant conformément au statut le haut-commissaire — est Dik Ukéwé, un Mélanésien du R.p.c.r., représentant des îles. Ce chiraquien est le secrétaire fédéral de la Fédération R.p.r. de Nouvelle-Calédonie : « En tant que Mélanésien, dit-il, je pense que le gaullisme en Nouvelle-Calédonie a été un moyen de rassembler les Calédoniens, une philosophie plus proche de ce que souhaitent les Mélanésiens. » Il n'empêche que « le premier » des Calédoniens, parce qu'il refuse l'indépendance, est considéré par la majorité des Mélanésiens comme un « collabo » ou comme « le Canaque de service ». Côté européen, c'est le député Jacques Lafleur qui dit non à l'indépendance. Il assure : « J'ai fait de la politique parce que j'estimais que ce pays devait rester français et que des réformes étaient nécessaires. »



Le haut commissaire Christian Nucci. *A.f.p.*





Manifestation indépendantiste. *Sygma*

La F.n.s.c., jusqu'alors alliée au R.p.c.r., compte trois ténors, Jean-Pierre Aïfa, maire de Bourail et président de l'Assemblée territoriale, Gaston Morlet, conseiller de gouvernement, la personnalité de droite qui a la réputation de connaître le mieux les Mélanésiens et leur « coutume » et le sénateur Lionel Cherrier. Pour Aïfa : « C'est à travers l'autonomie qu'on peut le mieux affirmer la personnalité calédonienne. Je suis contre l'indépendance raciale, aussi bien blanche que canaque. Je pense que la Calédonie ne peut pas se faire contre les Mélanésiens et je pense aussi que les Mélanésiens et leur « coutume », et le peuvent pas la faire contre les Calédoniens. » Un réalisme — le R.p.c.r. parle d'opportunisme — qui fait trouver aux dirigeants de la F.n.s.c. que la victoire du Parti socialiste en métropole a quelque chose de bon : « Cela nous a permis de nous démarquer du R.p.c.r. », constate avec satisfaction Aïfa. Sur la désignation du « haussaire » : « Ce pays a souffert d'un manque d'autorité jusqu'à l'arrivée de Nucci, depuis qu'il est là l'atmosphère a changé. » Pour Gaston Morlet : « La Nouvelle-Calédonie est un pays jeune mais dirigé de façon vieillotte. » Partisan des réformes, ce « gaulliste de formation » s'est attaché à établir un projet de réforme foncière et se dit « prêt à dialoguer avec les indépendantistes ». Lionnel Cherrier, quant à lui, affirme : « Nous sommes des légitimistes, j'ai offert à Henri Emmanuelli une collaboration loyale. »

D'abord les terres

La majorité territoriale se retrouve en tout cas — au moins dans son expression publique — pour condamner ce « prétendu gouvernement de la décentralisation » qui fait des réformes par voie d'ordonnances et en passant par-dessus la tête des élus. Ces réformes, la majorité territoriale était prête à les faire, ses politiciens vous l'assurent, programmes électoraux à l'appui. Mais alors pourquoi ne l'ont-ils pas fait ? Et de rejeter la balle dans le camp de l'Union calédonienne, qui fut vingt ans au pouvoir entre 1956 et 1976. Quoi qu'il en soit des faux-fuyants et des projets plus ou moins sincères non aboutis, la majorité territoriale s'est quand même divisée face aux ordonnances. Devant l'inéluctable, la F.n.s.c. a préféré voter avec l'Union calédonienne un texte de réforme fiscale présenté par le haut commissaire. Plus exactement un texte qui institue, pour la première fois sur ce territoire, l'impôt sur le revenu.

La question est maintenant de savoir si les institutions territoriales voteront, toujours sous la menace des ordonnances et avant que ces dernières ne sortent, les autres réformes : réforme foncière, réforme sur la propriété des mines (le nickel, le cobalt et les autres métaux non ferreux dont regorge l'île appartiennent encore à quinze « petits mineurs » privés) et la création des offices culturel et de développement. Mais bien sûr, de toutes ces réformes c'est la réforme foncière qui touche le plus grand nombre de Calédoniens : Canaques qui veulent que leur soient rendues les terres de leurs ancêtres et Caldoches qui ne peuvent concevoir que leurs propriétés passent sous quelque forme que ce soit en d'autres mains.

Le Front indépendantiste et, tout particulièrement, l'Union calédonienne ont fait de la revendication des terres leur cheval de bataille. Leur mot d'ordre, « l'indépendance canaque et socialiste », est fondé sur cette revendication. « C'est sur le problème des terres que nous attendons le gouvernement français, dit Elie Machoreau, le porte-parole de l'U.c. » Lors d'une manifestation qui réunissait deux cents personnes sur la place des Cocotiers, le Palika (Parti de libération canaque) réclamait sur ses calicots : « Nous voulons toutes nos terres. »

Jean-Marie Tjibaou explique : « Le mythe, l'habitat et la hiérarchie s'interfèrent sur un même espace. C'est le pays sur lequel s'étend l'univers du mythe. Paysage, dessin du village, société canaque, défunts et êtres mythiques ne forment qu'un ensemble, non seulement indivisible mais pratiquement indifférencié. L'espace n'est pas appréhendé ici comme intéressant dans sa réalité objective de propriété ou de moyen de production. » Les Canaques, en effet, ne connaissaient pas, avant l'arrivée des colons, de propriété privée individuelle : la terre appartenait aux clans des maîtres de la terre et était distribuée périodiquement aux autres clans selon un système proche du système féodal. Ce mode de propriété ou de non-propriété foncière détermine tout le mode de vie de la société canaque et sa « coutume ». Il est toujours en vigueur pour les tribus de la Grande-Terre auxquelles le colonisateur a laissé des réserves et dans les îles Loyauté,

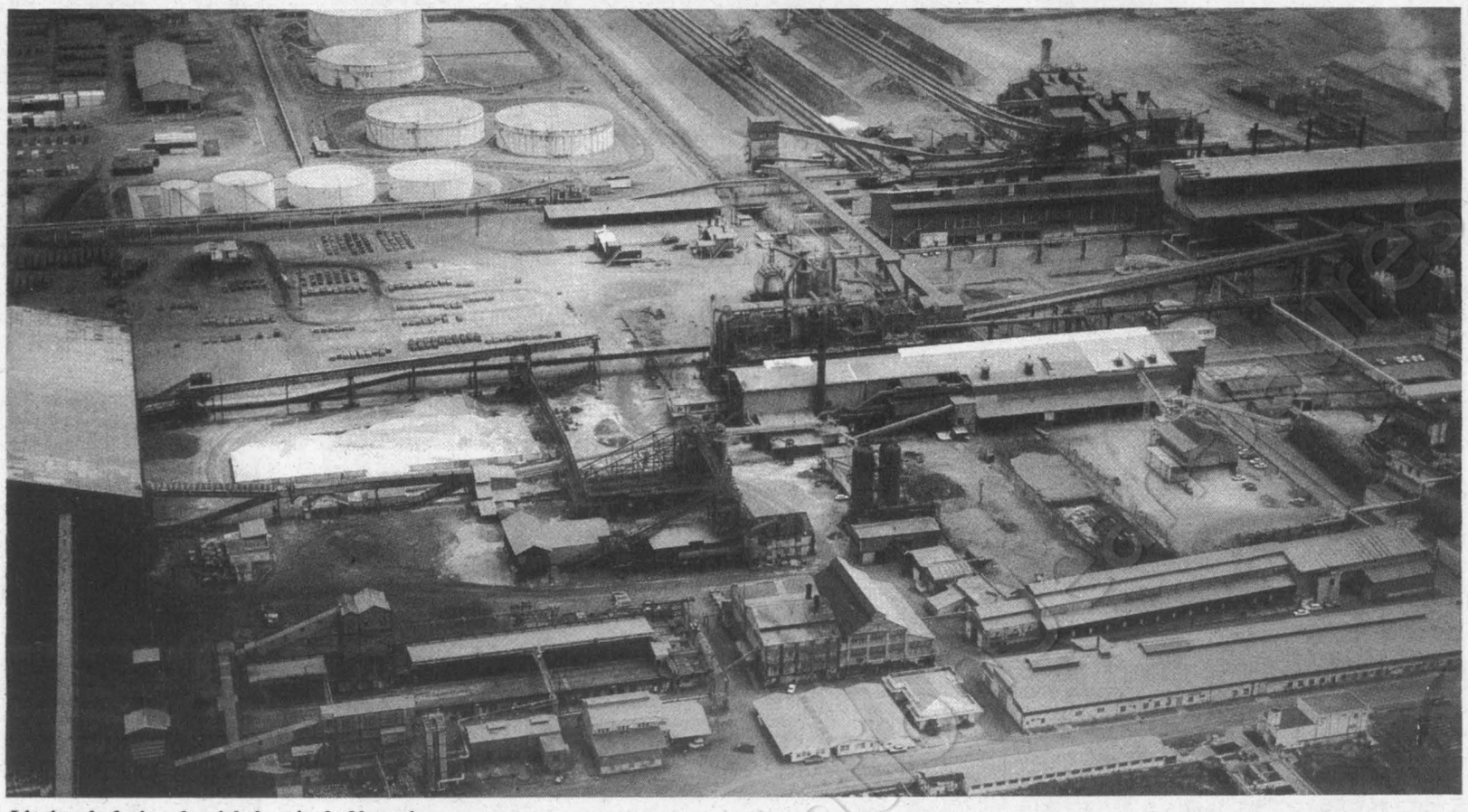
(suite en page 6)

(suite de la page 5)

entièrement territoires de réserve. La coutume implique tout un système de solidarité à l'intérieur des clans et de la tribu mais aussi tout un système de vassalité au profit de chefs de clans et de grands chefs. En quoi cette société peut-elle être socialiste ? Jean-Marie Tjibaou répond : « Nous nous référons à notre mode de propriété, à la manière de gérer et de redistribuer des biens en partant du principe que le prestige de l'homme c'est de donner, pas de capitaliser. Pour nous, la doctrine est en train de s'écrire à partir de notre société. »

Pendant cent trente ans, la société canaque et les colons ont vécu parallèlement mais il est difficile aujourd'hui aux Canaques de faire abstraction des changements intervenus notamment par le biais de l'argent, de la rencontre entre les deux civilisations. Et si les caciques de l'Union calédonienne tendent à vouloir pérenniser ce système grâce au retour des terres tribales à leur peuple, il existe de plus en plus de jeunes Mélanésiens pour tenter d'échapper à la « coutume » trop contraignante et qu'ils estiment mal adaptée à notre époque.

Nidoïch Naisseline, grand chef de l'île de Maré, conseiller territorial L.k.s. (Libération kanaque socialiste), semble, quant à lui, douter que la perpétuation du système coutumier, tel qu'il est demeuré, soit une solution idéale pour le développement de son pays. Déjà il tente dans son île de mettre en place des coopératives agricoles (encore illégales puisque les décrets d'application de la loi sur les coopératives ouvrières n'ont pas été pris pour le territoire) et envisage la création d'une coopérative d'achat. « Le L.k.s., un parti qui monte », estiment les leaders de la F.n.c.r. Ils ont en tout cas pris langue avec Naisseline. Tout comme Jean Chatenay, un avocat nouméen qui vient de fonder le Parti national calédonien. Un parti de plus mais qui prône une indépendance pluriethnique : « Avant j'étais Français, maintenant je suis Calédonien tout court. » Pour Maurice Lenormand, commissaire général de l'Union calédonienne, l'un des fondateurs, en 1953, de ce parti qui représente le tronc de l'arbre généalogique de tous les partis politiques calédoniens actuels : « Parce qu'elle est inéluctable, c'est maintenant la course à l'indépendance. La droite intelligente réclame une indépendance à la rhodésienne pour mettre en difficulté le gouvernement socialiste et éviter ainsi la décolonisation. »



L'usine de fusion du nickel, près de Nouméa.

Le gendarme du Pacifique-Sud

Quoi qu'il en soit, s'il est un pays qui suit de près l'évolution de la situation sur « le caillou » c'est l'Australie. Ce gendarme du Pacifique-Sud redoute toute déstabilisation dans la région. Mais l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie pourrait être une aubaine pour ses industriels et ses commerçants actuellement gênés par les barrières communautaires et les préférences de liaisons commerciales. Comme les Fidji et les Nouvelles Hébrides devenues le Vanuatu. Il est difficile d'affirmer qu'il y ait, à Nouméa, un véritable lobby australien ; on peut remarquer que les syndicats reçoivent des subventions des syndicats australiens et que l'Eglise évangélique de Nouvelle-Calédonie (quarante mille fidèles) a pris position en 1979 pour l'indépendance du territoire, une position que la puissante Eglise évangélique d'Australie défend aussi.

Le grand pays anglo-saxon pourrait d'autant mieux exercer son rôle de gendarme qu'il trouve dans le monde mélanésien — la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Vanuatu — un relais. D'autant que ces pays servent de port d'attache et de référence constante aux mouvements indépendantistes canaques. Mais l'Australie reste tout de même très circonspecte en ce qui concerne « le caillou », puisque maintenant les Canaques se sont placés dans une optique d'indépendance socialiste. Si les indépendantistes européens pourraient la séduire — entre autres à cause de la couleur de leur peau —, l'Australie ne semble pas avoir dans cette situation la qualité du diplomate dont la main gauche ignore ce que fait la main droite. En revanche, les pays non occidentaux du Pacifique-Sud tels justement que la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Fidji sont, semble-t-il, de plus en plus intéressés par la politique de réformes et de développement menée par la France en Nouvelle-Calédonie. Ce dont le président des Fidji, venu rendre visite à François Mitterrand, le 11 mars dernier, s'est félicité. La décrispation qui s'est instaurée sur le territoire ouvre à ces micro-Etats des possibilités de relations avec la France qui leur permettraient d'échapper à l'orbite australienne. Le discours de Cancun a trouvé un écho dans cette région du monde.



François Mitterrand recevant le président des Fidji, le 11 mars dernier.

Keystone

Réunion de Jacques Lafleur, à Nouméa, le 1er mars : mille personnes sont présentes, commerçants de Nouméa et colons de brousse — pas les pauvres bien sûr. Les Mélanésiens sont ultra-minoritaires dans cette foule. Pour Lafleur, la réforme fiscale est « un impôt punition » ; quant à la réforme foncière, le député R.p.r. affirme « le caractère immuable et sacré de la propriété ». Des applaudissements jaillissent lorsque le député conclut son discours par : « Vive la France que nous aimons. » Les questions des participants ressemblent plutôt à des déclarations. Les militants de R.u.r.a.l.e. sont nombreux dans la salle, l'un d'eux affirme qu'en tuant quelques Canaques les problèmes seraient résolus, un autre propose d'envahir F.r.3 suspect de faire la part trop belle aux agitateurs. Il est même question de « faire la peau à Emmanuelli »... Cela n'engage pas à grand-chose, d'autant que le secrétaire d'Etat aux Dom-Tom est à vingt mille kilomètres de là ! Cette haine contre Henri Emmanuelli s'explique, selon le pasteur Passat de l'Eglise évangélique de Nouméa, parce que « le secrétaire d'Etat a déclaré qu'il y avait de grandes injustices et de grandes inégalités dans ce pays. En disant cela, il a tapé où il fallait taper ». Violence verbale à laquelle font écho « les Nouvelles calédoniennes » et plus encore l'hebdomadaire « Corail » dont le directeur imprimeur n'est autre que Daniel Tardieu, ancien membre du groupe « Collaboration », de sinistre mémoire, et l'un des responsables de la milice de Clermont-Ferrand aux temps du chagrin et de la pitié.

Violence verbale — encore — du côté du conseiller territorial Maresca, un pied-noir qui ne semble pas avoir fait son profit des leçons de la guerre d'Algérie. Mais la violence, tout court, peut-elle surgir à l'occasion justement de la réforme foncière qui, si elle n'est pas votée par l'Assemblée territoriale, elle aussi, sera promulguée par ordonnance ? Certains le craignent, comme Lionel Cherrier qui estime que « une cinquantaine d'ultras, souvent des pieds-noirs, seraient prêts à tout. On en retrouve quelques-uns à Fraternité calédonienne, d'autres à R.u.r.a.l.e., d'autres dans un groupuscule intitulé « Mouvement pour l'ordre et la paix » et ils noyautent les clubs de tir et les cibistes ».

Des constatations, des faits, une propagande alarmiste en direction des Caldoches indiquent que l'année 1982 sera peut-être difficile sur « le caillou ». Notamment pour « le haussaire » Christian Nucci. Il semble cependant qu'il pourra s'appuyer sur l'U.c. pour faire passer dans les faits la réforme foncière face à cette droite organisée. L'U.c., en effet, est un parti ancien, très organisé, avec des élus et s'appuie sur le système coutumier où elle trouve ses relais. Roch Pidjot, le député (apparenté socialiste), le patriache, le phare de l'indépendance canaque à l'Assemblée nationale, réside au milieu de la tribu de Conception, sa tribu. Aux portes de Nouméa. Deux cents personnes vivent sur quatre-vingt-dix hectares, dont 70 % de jeunes de moins de vingt-cinq ans. Roch Pidjot montre sur une carte les terres qui leur ont été enlevées. Deux cents hectares, au bas mot, ces terres sont devenues lotissements : « Heureusement, pour vivre les jeunes travaillent à Nouméa », dit le député. Il est l'auteur d'un projet de réforme foncière qui est devenu celui de l'U.c., dont Pidjot est membre. « Nous ne pouvons rien faire avant de revenir sur nos terres d'origine. « Top 82 », c'est le mot d'ordre de l'U.c. Cela signifie qu'à partir de cette année nous organisons le pays en huit régions et nous nous organisons à l'intérieur de ces régions : on ne pourra plus rien faire sans nous. Nous sommes déjà dans le sillage de l'indépendance. »

A noter que tous les partis du Front ne sont pas d'accord avec l'U.c. sur ce calendrier qui voudrait que « les fêtes de l'indépendance » se déroulent en 1984. L'accord ne se fait dans ce domaine que sur la décennie quatre-vingt. Dans cette logique, les autres partis du Front ne devraient pas non plus faire défaut à la politique de réformes. Même si le F.u.l.k. (Front uni de libération kanake), le premier parti organisé à parler d'indépendance canaque dès 1975, estime que le gouvernement privilégie à tort dans la concertation l'Union calédonienne : « Nous ne pouvons cautionner un gouvernement qui ne nous considère pas comme des interlocuteurs valables. Sur cinq partis du Front, il n'y en a qu'un seul qui est admis à discuter », dit Paul Palène, un militant de Maré.

La F.n.e.c. pourrait être aussi, côté caldoche, un allié pour Christian Nucci, bien que ses forces militantes soient très faibles en comparaison de celles du R.p.c.r. Aux côtés du « haussaire » se retrouveront aussi, c'est une quasi-certitude, les syndicats et les trois partis socialistes du territoire. Au nom de la décolonisation. Une inconnue : comment réagiront les ethnies minoritaires, les Wallisiens, en particulier ? Ils sont douze mille sur le territoire, plus nombreux même que dans leur île d'origine. Jusqu'ici les Wallisiens avaient été les victimes de la propagande de la droite : « L'indépendance c'est pour vous aussi la valise. » Et de fidèles électeurs de Lafleur. Il semblerait que la communauté wallisienne, influencée surtout par les syndicats, soit sur le point de transformer ses craintes en confiance sinon vis-à-vis de l'indépendance du moins à l'égard des réformes. Mais dans cette Nouvelle-Calédonie décrispée, personne ne peut songer à l'avenir immédiat sans quelques inquiétudes. Surtout du côté des indépendantistes et des réformistes : « Je n'écarte pas l'hypothèse d'un choc, d'incidents, dit Jacques Iékawé, car maintenant ce sont les privilégiés qui ont le dos au mur. » Aucun observateur sérieux, en tout cas, n'exclut le danger pouvant venir d'un acte isolé.

Après une quarantaine de minutes de vol depuis le petit aérodrome de Magenta qui assure les liaisons entre la capitale et le reste du pays, on atterrit à Koumac sur la côte est, au nord de la Grande-Terre. La brousse à niaoulis et trente-cinq kilomètres de route de terre jusqu'à Ouégoa. Si la route n'est pas goudronnée, c'est qu'il faudrait l'empierrer. En tout cas selon les normes en vigueur, en métropole. « Alors on attend des crédits, remarque le responsable des travaux publics du haut commissariat. On pourrait goudronner sans empierrer et je pense que c'est ce que nous allons pouvoir faire « maintenant. » Après le passage du Diahot, sur un bac, le haut commissaire, les différents chefs de service et les journalistes descendent de voiture devant la mairie-dispensaire-école de Ouégoa, une commune de mille cent soixante habitants répartis sur mille cinq cent trente-trois hectares.

Les chefs coutumiers, le maire et son conseil municipal accueillent le « haussaire » — ils n'en avaient pas vu depuis sept ans — et c'est une réunion de travail qui commence dans une classe — la rentrée ne se fera que dans quelques jours. Des femmes canaques et caldoches regardent dans la salle par les fenêtres ouvertes. Difficile de faire la distinction entre descendants de colons français et Mélanésiens, ici le métissage est important (sur l'ensemble du territoire on compte un mariage mixte sur quatre). Pendant près de deux heures les chefs de service vont devoir répondre aux représentants des gens de Ouégoa : les dossiers qui traînent, le pont sur le Diahot — toujours promis, il sera enfin tenu et les travaux devraient commencer au mois de mai —, les lignes de téléphone coupées par le récent cyclone — on compte 150 000 F pour installer un poste —, l'opération café, l'installation d'une assistante sociale, à condition que la commune lui fournisse le logement. Christian Nucci anime la réunion : de l'autorité, mais il sait aussi détendre l'atmosphère avec des plaisanteries. Il séduit et convainc son public, il donne confiance à ces oubliés du développement colonial. A Ouégoa, les Mélanésiens vivent en tribus et les Caldoches dans des fermes où ils pratiquent l'élevage. Comme dans le reste du territoire, sinon que ce Nord-là « ne doit plus, dit Christian Nucci, rester en dehors du développement ». La force tranquille des réformes est en train de passer. ●

Politique au fil des jours

Affaire Lucet : des interrogations et des doutes

René Lucet s'est-il vraiment suicidé ? C'est, depuis le début de la semaine, la question que se posent les enquêteurs de la Sûreté marseillaise. Et des experts sont chargés de réexaminer les circonstances de la mort de l'ancien directeur de la Caisse centrale d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône.

Remis au procureur de la République de Marseille, le rapport des enquêteurs attire l'attention sur plusieurs points curieux. Il était déjà troublant que deux autopsies aient eu lieu. A la date du 16 mars, aucune conclusion officielle n'était rendue publique. Mais les interrogations étaient posées. Comment René Lucet a-t-il pu se tirer deux balles dans la tête ? L'une aurait été retrouvée dans le cerveau, l'autre dans l'oreille. Etait-il possible que l'arme ait fait long feu, permettant à la seconde balle de partir ?

Sans trancher pour l'hypothèse du suicide ou celle du crime, les enquêteurs remarquent dans leur rapport que « la position du corps est incompatible avec les trajectoires des deux projectiles... Que l'importance des lésions permet de dire que la victime n'a pu tirer elle-même deux projectiles à trajectoires intercrâniennes successives ». Ils se rapportent également au rapport balistique qui affirme que « la première balle a été expulsée normalement du canon et n'a pas été poussée par la seconde. » La nature elle-même de l'arme pose un problème : c'est un revolver P 35 à barillet, qu'il faut réarmer après chaque coup.

Des éléments qui ralentissent évidemment le dépôt de toute conclusion. Mais le suicide ne semble plus aussi évident et ce doute explique la minutie de l'enquête policière. Une commission d'enquête composée de médecins-légistes, une autre composée d'experts en balistique s'emploient aujourd'hui à tirer les choses au clair.

Quels que soient les résultats des expertises en cours, ceux qui ont exploité la version du suicide à des fins partisanes ont fait passer, avec une hâte malsaine, leurs engagements politiques avant le sérieux de l'information.

M.K.

Remous au « Quotidien »

Les éditoriaux hystériques de Philippe Tesson, en particulier sur l'affaire Lucet, commencent à provoquer de sérieux remous au « Quotidien de Paris », où plusieurs rédacteurs, pourtant peu favorables à la gauche, déplorent ouvertement que le journal ait pris des allures de « Minute ». Le plus talentueux des chroniqueurs du « Quotidien », Dominique Jamet, a mis sa démission dans la balance et retiré sa signature dans les pages politiques en réclamant un « recentrage » du journal. Le problème se pose d'autant plus qu'après avoir connu une progression en flèche en devenant l'organe de pointe de la droite musclée, le « Quotidien » enregistre un recul depuis plusieurs semaines. Après avoir dépassé les 20 000 exemplaires vendus à Paris-surface, il est retombé aujourd'hui aux environs de 17 000, ce qui le place légèrement derrière « Libération » et aussi derrière « l'Aurore » qui n'est pourtant plus que l'ombre portée du « Figaro ». A noter que les ventes de ce dernier sont cinq fois supérieures à celles du « Quotidien de Paris » et approchent de très près celles du « Parisien libéré », qui reste le journal du matin le plus diffusé à Paris.

A.V.

Nanterre : « l'affaire personnelle» du ministre en voie de règlement

Lors d'une visite surprise à l'hospice de Nanterre au mois d'août, Joseph Franceschi, le secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, avait jugé la situation inacceptable. « S'il n'a pas été le premier à découvrir et dénoncer cette situation, il semble le seul a en avoir fait une affaire personnelle. » Ce jugement du « Quoditien du médecin », que personne ne peut taxer de sympathie à l'égard du gouvernement, vient à la suite d'une conférence de presse du ministre qui annonçait la suppression de la maison.



Joseph Franceschi visitant l'hospice de Nanterre, en août dernier. A.f.p.

Chose promise, chose due, Joseph Franceschi a rendu public le rapport qu'il avait demandé à un groupe de travail présidé par Paul Therre, conseiller maître à la Cour des comptes. Ce rapport rappelle que la maison de Nanterre a été d'abord carcérale. Prison, dépôt de mendicité, refuge pour les sans-asile, l'établissement s'est progressivement orienté vers une mission de nature sociale. « Mais il supporte encore le poids de son origine et de son histoire, a commenté le ministre. Sa conception architecturale, ses règles de fonctionnement, malgré de récents progrès, sont d'un autre siècle. Il accueille essentiellement aujourd'hui ce qu'il est convenu d'appeler des indigents. Ce sont souvent d'anciens vagabonds ou clochards, qui sollicitent eux-mêmes leur admission. Malmenés par la vie, ayant souvent vécu dans des conditions précaires, ils sont particulièrement fragiles. »

Nanterre c'est d'abord cinq mille personnes dont quatre mille résidents et mille agents salariés. Le centre d'hébergement compte mille neuf cent cinquante lits, l'hospice mille soixante dix-huit places, et un hôpital de six cent quatre lits admet les résidents du centre et de l'hospice, mais aussi des malades de Nanterre et des communes avoisinantes (140 % des prises en charge). « La maison » accueille aussi pour quelques heures et au maximum une nuit les vagabonds recueillis par la brigade d'assistance aux personnes sans abri et le service de protection et de sécurité du métro. Après avoir pu se doucher, faire nettoyer leurs vêtements, être nourris et si besoin soignés, ils sont ramenés à Paris. Le centre d'hébergement et l'hospice, réservés aux longs séjours, répartissent les résidents dans les dortoirs collectifs pour l'essentiel. Matériellement, c'est un ensemble considérable : soixante dix mille mètres carrés de plancher sur douze hectares et un budget de cent quatre-vingt-sept millions de francs pour 1982. Le rapport estime que l'établissement présente une concentration inacceptable. « Promiscuité, entassement, effet de masse, densité d'occupation, port de l'uniforme, tout cela constitue un cadre de vie qui ne peut plus longtemps être toléré. De surcroît, l'insertion des résidents « stigmatisés » par l'uniforme est difficile dans une cité déjà aux prises avec des problèmes de cohabitation », estime Joseph Franceschi.

Alors ça y est, c'est décidé, on va faire éclater Nanterre, le décentraliser. Le centre d'hébergement et l'hospice seront transformés en une vingtaine d'établissements répartis dans la région Ile-de-France. On ne conservera sur place qu'un établissement à échelle humaine, c'est-à-dire ne comprenant pas plus d'une centaine de places : « En aucun cas, a souligné le ministre, il ne devra être reconstitué ailleurs de « petits Nanterre ». Le succès de ce plan dépend des collectivités locales, même si l'Etat est décidé à le soutenir financièrement. La première opération de décentralisation va être proposée au Val-de-Marne : une maison de retraite digne de ce nom pour les personnes âgées, et un ou des foyers, mais toujours des petites unités — pour les personnes dites inadaptées sociales.

Les services du ministre de la Santé, Jack Ralite, étudient actuellement la possibilité de rattacher l'hôpital de Nanterre où travaillent sept cent cinquante personnes à l'Assistance publique de Paris.

Mais avant que Nanterre, ce soit vraiment fini, c'est-à-dire que le plan de conversion proposé par le rapport soit réalisé « dans les délais les plus raisonnables » — selon la volonté de Joseph Franceschi — les conditions de vie à la maison de Nanterre vont être immédiatement améliorées. Mais déjà depuis la visite surprise du mois d'août, Nanterre commence à ne plus ressembler à une prison pour vieux et pour marginaux.

Déficit budgétaire : une ardente et délicate nécessité

Tenir le déficit budgétaire. Le limiter à 3 % de la production intérieure brute. François Mitterrand a marqué les limites à ne pas dépasser. Entre la volonté d'utiliser le déficit pour relancer l'économie et un laxisme inquiétant il y a une distance que la droite n'a pas toujours comprise. Certes, gérant l'économie française au plus près, comme si le budget d'une nation était comparable au bilan comptable d'une P.m.e., les précédents gouvernements ont souvent présenté des budgets en équilibre. Six mois après, lors du collectif de juillet, « on » avait des surprises : en mai 1981 par exemple la gauche découvrit que le déficit du budget imputable au gouvernement Barre tournerait autour de trente milliards ! Pour cinq mois, ce n'est pas mal.

Souhaitant voir la croissance reprendre — et c'est le seul moyen pour créer des emplois — la gauche a donc décidé, comme l'ensemble des pays industrialisés, d'utiliser, pour amorcer la pompe en quelque sorte, le déficit budgétaire ? Un problème demeure : à quelle hauteur, compte tenu des besoins, de l'environnement international, des variations du dollar, etc., doit-on s'arrêter ? Non pas à cause des attaques de la droite, mais pour que l'ensemble des grands équilibres économiques soient conservés.

La déclaration de François Mitterrand indique dans quel cadre les ministres vont travailler. Les uns vont penser recette. Essentiellement l'impôt, direct ou indirect. Il est évident par exemple qu'une reprise de l'activité assure entre autres, par le biais de la T.v.a. des ressources supplémentaires à l'Etat. Mais une réforme fiscale aurait le même effet : sans accroître le fait de ceux dont la transparence des revenus est totale — les salariés — il serait souhaitable que toutes les catégories sociales participent à égalité aux ressources de l'Etat. Ce serait une nouveauté, en France. Mais nous ne ferions que rejoindre les autres pays développés où l'égalité devant l'impôt est une réalité.

Puis l'autre volet, ce sont les dépenses. C'est là que les arbitrages sont le plus difficiles. Il est « naturel » qu'un ministre devienne en quelque sorte le défenseur de « son » secteur ou de « sa » catégorie, de son personnel, groupe social, etc. Réduire les dépenses c'est, soit limiter des dépenses antérieures, soit ne pas en entreprendre de nouvelles. Tenant à favoriser le développement de l'emploi, le gouvernement devra donc choisir dans un nombre de secteurs limité. Il est évident qu'il y a, dans les structures étatiques, de nombreuses économies à réaliser : au fil des années des habitudes se créent et des dépenses sans grand intérêt sont automatiquement répétées. De plus, certains des efforts budgétaires prévus pour 1982 n'auront pas à être répétés — ou pour d'autres à une échelle inférieure. Mais d'autres efforts devront être entrepris. C'est à ce délicat équilibre que les gouvernements vont devoir s'attaquer. Il a voulu un débat clair, évident : les Français sont majeurs. Il est dommage, pour la démocratie, pour la formation économique des Français, que l'opposition ne l'ait pas compris et qu'à cette occasion elle ait poursuivi sa « campagne catastrophe ». Il aurait été souhaitable, pour tous, qu'elle ait une autre attitude. Les Français, avec le temps, apprécieront. Déjà aucune des prévisions-catastrophes de mai, de juin dernier, ne s'est réalisée. Il en sera de même avec celles émises ces deux dernières semaines à propos du budget 1983. Il va devenir difficile de prendre les Français pour des analphabètes.

G.P.

Salut à « P.s. Aujourd'hui »

Tiré en recto-verso à 1 500 exemplaires distribués chaque soir dans les salles de rédaction, « P.s. aujourd'hui », animé par Bertrand Delanoë, porte-parole du Parti, redonne à celui-ci un moyen d'expression quotidien. Un éditorial signé par Delanoë ou par un des membres du secrétariat, quelques informations sur la politique gouvernementale et l'action du P.s., un agenda des réunions et déplacements des dirigeants socialistes constituent la matière de cette feuille qui démarre modestement mais n'exclut pas de devenir un quotidien de poche comme le fut naguère « Riposte ». Prix de l'abonnement annuel : 150 F à « P.s. Aujourd'hui », 10, rue de Solférino - 75007 Paris.



par Piem

LES chiffres étaient tombés, accompagnés de pourcentages. Il y en avait des gros et gras qui faisaient du bruit en tombant, il y avait les maigres et les transparents, les satisfaits et les dépités, des légers, légers qui touchaient à peine le sol et puis aussi des pourcentages en gros sabots qui bousculaient la vérité.

Le père et son fils les avaient étalés sur une table, face cachée, ainsi que l'on fait pour une réussite qui s'appelle aussi une patience.

— Retourne une carte, dit le père.

L'enfant prit la première à sa gauche. C'était un quarante-neuf pour cent et quelques.

— Je la laisse à gauche ou je la pose à droite ? demande-t-il.

— Nous verrons quand toutes les cartes seront visibles.

Ils les retournent les unes après les autres. Il y avait de tout et l'analyse paraissait difficile. C'est alors qu'un scientifique vint à passer par là. C'était un homme qui savait faire parler les chiffres... à sa manière, une sorte de manipulateur de scrutins.

Le dresseur de pourcentages frappa d'un petit coup sec de sa règle à calcul sur la table et aussitôt ce fut une étrange cacophonie. Les chiffres parlaient tous en même temps « victoire, alerte, danger, recul, condamnation, pause... » les mots se bousculaient entre eux et l'enfant effrayé se boucha les oreilles.

Le père qui avait une certaine habitude de ce genre de symphonie souriait dans sa barbe. Dieu ! que la République est belle quand elle peut ainsi s'exprimer.

Bien sûr, il manquait Wallis et Futuna pour que la fête soit complète. Mais enfin le résultat ne manquait pas de charme ; le charme indiscret de la démocratie.

D'un grand geste de sa règle à calculs savants, le dresseur de chiffres ramène le silence, on entend bien encore un Lecanuet marmonner des « socialo-cocos », mais cela n'arrête pas l'analyste.

— Messieurs, dit-il au père et au fils, l'heure de la vérité a sonné, les chiffres ont parlé.

— Je n'ai entendu qu'un étrange brouhaha, dit le fils qui était encore, Dieu merci, à l'âge des vérités révélées.

— L'opposition de la majorité et la majorité de l'opposition, la majorité de la majorité et l'opposition de l'opposition font que la droite de la gauche et la gauche de la gauche de droite, si l'on tient compte de l'avant-dernier scrutin qui donnait à la majorité une opposition majoritaire en pourcentage égal à l'ancienne majorité ce résultat est globalement positif.

En quelques mots, le manipulateur avait tout dit.

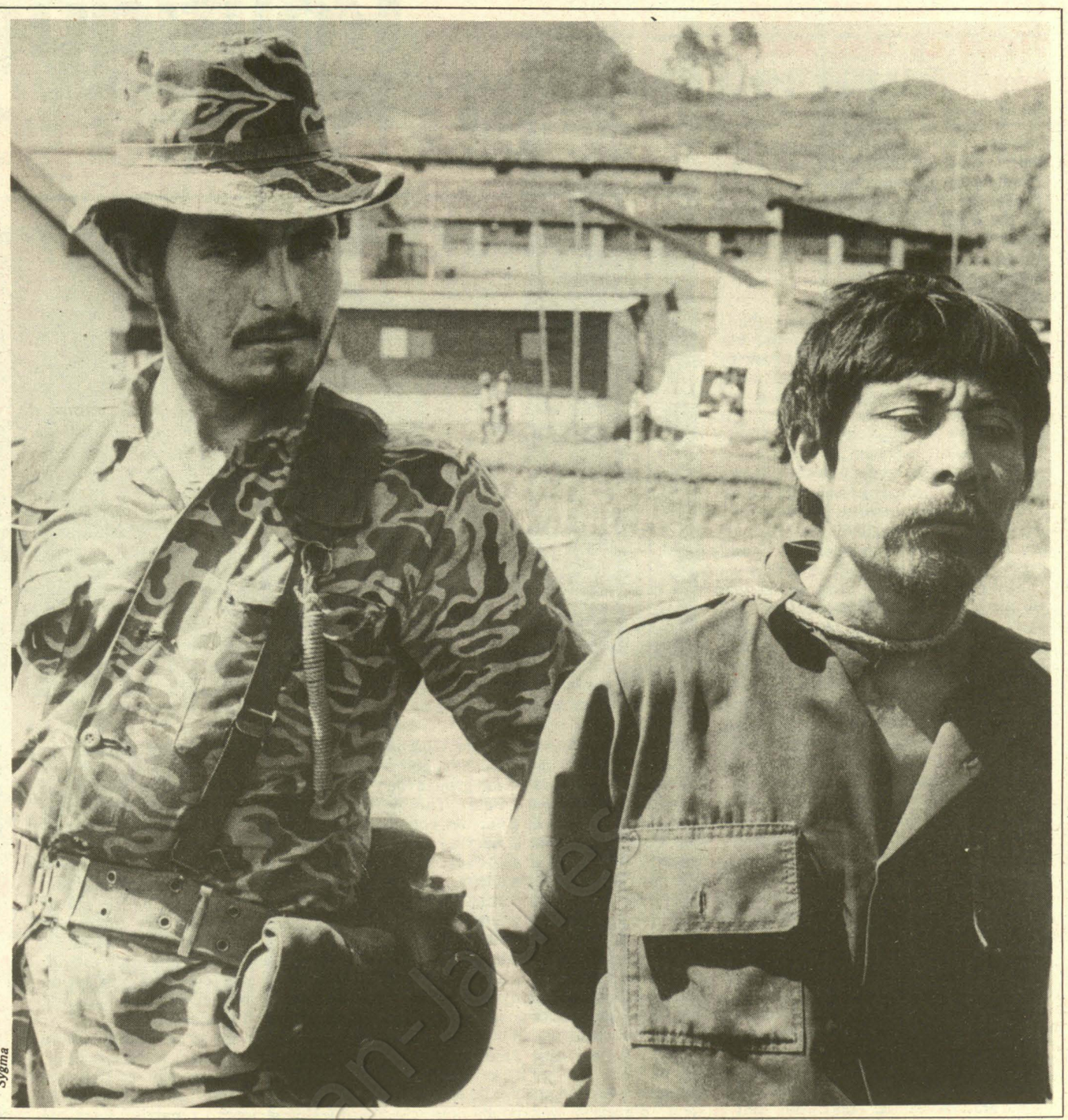
Mais où sont-ils donc passés les projets d'avenir, où est-il le monde nouveau qui se met en place ? L'ambition d'une nation pour un monde meilleur ? Où sont-elles les grandes aspirations ?

L'enfant n'avait jamais aimé le calcul, encore moins les calculs. Il prit les cartes, en fit un tas qu'il laissa sur le coin de la table.

— Viens papa, dit-il, continuons notre chemin.

GUATEMALA

L'assassinat comme méthode de gouvernement


Sygma

Tout ne devient-il pas plus simple - sur le plan politique ou privé - dans un pays où la vie humaine ne coûte que vingt-cinq dollars ?

MALGRE les très nombreuses contestations et les preuves tangibles de fraude, le parlement guatémaltèque a confirmé les résultats du scrutin du 7 mars en proclamant élu à la présidence de la République le général Anibal Guevara. Candidat officiel de l'armée, dernier rempart contre l'évolution sociale et politique du pays, le général Guevara devient ainsi le président de l'immobilisme.

« Le gouvernement a interdit à la population de quitter les villes le jour du vote et décidé que les abstentionnistes encouraient des peines allant jusqu'à soixante jours de prison. Toute personne dont la carte d'électeur n'est pas tamponnée risque de se voir confisquer son passeport, d'être privée de travail et condamnée à des amendes importantes », affirment les représentants de la guérilla. C'est ainsi que, pour se survivre, le système réactionnaire guatémaltèque parviendra à extraire des « urnes miraculées » de quoi faire un président de la République : 38 % des voix.

Les électeurs n'avaient guère le choix. La gauche — bâillonnée ou clandestine — était absente d'un scrutin dont elle contestait par avance, légitimement, l'opportunité et la régularité. On a ainsi pu voir des villages, entièrement rasés par la lutte antiguérilla, se prononcer massivement pour le candidat officiel. Deux autres candidats, malheureux et de droite, ont même été jusqu'à demander l'annulation des élections tant la fraude était évidente. La semaine dernière, de violents incidents éclataient dans la capitale, quadrillée par la police et l'armée, alors que des manifestants tentaient de se rassembler pour protester contre la fraude.

Si les conditions n'en étaient pas si dramatiques, on pourrait presque qualifier la situation de dérisoire. Malgré les pressions et les violences, la moitié de la population n'a pas voté et le nouvel élu ne recueille donc qu'un peu plus du tiers restant des votants. Une farce. Mais une farce qui tourne le dos à l'avenir et pourrait bien se retourner, à terme, contre les objectifs même du régime.

Depuis 1954, année où l'armée guatémaltèque, la United Fruit Company, et les Etats-Unis mettent fin à dix ans de régime démocratique des présidents Arevalo et Arbenz, la violence et les assassinats forment la toile de fond permanente de la vie « politique » du pays. Aujourd'hui, le crime s'institutionnalise. Les autorités guatémaltèques s'enfoncent dans la répression, incapables de présenter à l'opinion internationale une autre image du pays.

C'est peut-être ce manque absolu d'ambiguïté qui empêche les Etats-Unis d'intervenir plus ouvertement dans le dernier des « dominos » d'Amérique centrale ; une ambiguïté derrière laquelle peut encore se camoufler la démocratie chrétienne du Salvador... jusqu'au 28 mars, date des élections.

Replacée dans son contexte régional, la situation post-électorale sévissant au Guatemala augure bien mal des élections salvadoriennes... et de l'intransigeant maintien de la stratégie américaine en Amérique centrale.

L'article qui suit, précis et parfaitement documenté, donne à voir le terrible visage quotidien d'un peuple sous la botte : l'assassinat politique comme système de gouvernement. Mais aussi la lutte de ce même peuple pour sa libération, la guérilla entraînant derrière elle — pour la première fois — la masse de la paysannerie indienne.

GILBERT SANS

PAR SERGE COUDERC

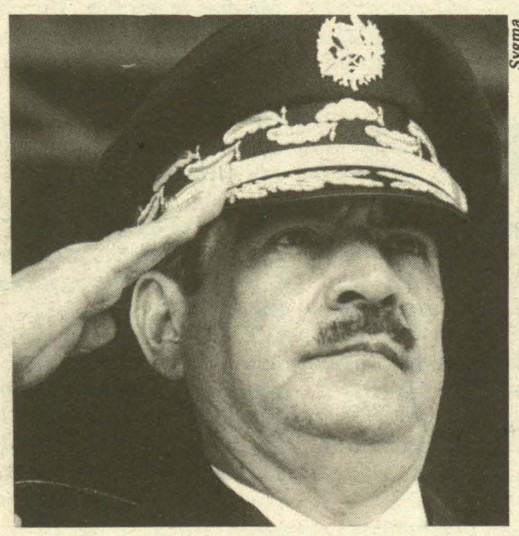
EXTERMINATION sélective de personnalités, massacres de civils — essentiellement des paysans indigènes — les deux phénomènes connaissent une croissance terrifiante depuis 1980 et sont l'œuvre soit de forces spécialisées du gouvernement, soit de groupes paramilitaires liés au M.l.n. (Mouvement de libération nationale, extrême droite).

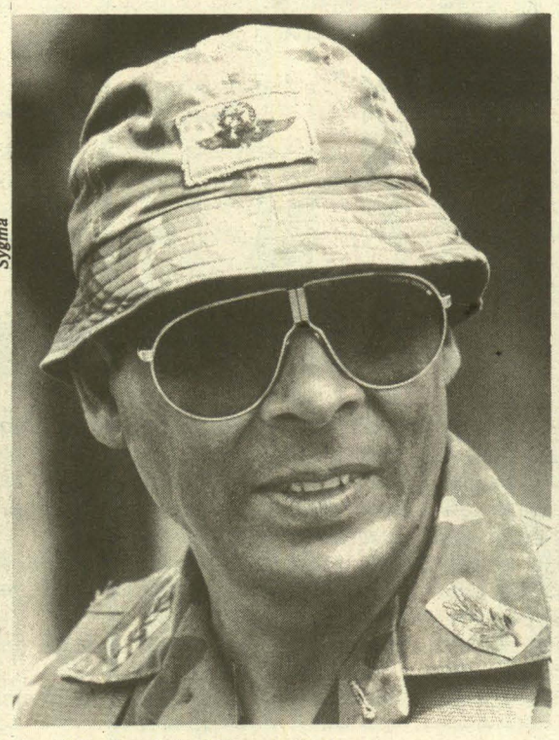
Il s'agit presque d'un rituel : une voiture, généralement une Ford Capri noire, en dépasse une autre ; s'y trouve un membre de l'intelligentsia, universitaire, journaliste, écrivain, avocat, ayant manifesté au cours de sa vie des options libérales auxquelles une rafale de mitraillette mettra définitivement fin.

Cette « politique » porte ses fruits : commencée fin 1979 avec l'assassinat de Fuentes Mohr et de Manuel Colom Argueta, poursuivie par les massacres de professeurs de l'université autonome d'Etat San Carlos à raison d'un par jour (sans compter les « grands jours », comme le 1er mai 1980 qui en a vu disparaître vingt-cinq), elle aboutit au laminage de l'intelligentsia et de ce qui aurait pu être la classe politique guatémaltèque. En mai 1981, le collège des avocats note l'assassinat de cinquante des siens depuis le début de l'année. L'association d'entraide des avocats pour frais d'obsèques a dû intervenir dans cent cinquante-quatre cas en 1980 et 1981, dont huit seulement consécutifs à une mort naturelle ! La même association chez les instituteurs décompte, entre le 1er janvier et le 6 juin 1981, trente-deux de ses membres assassinés.

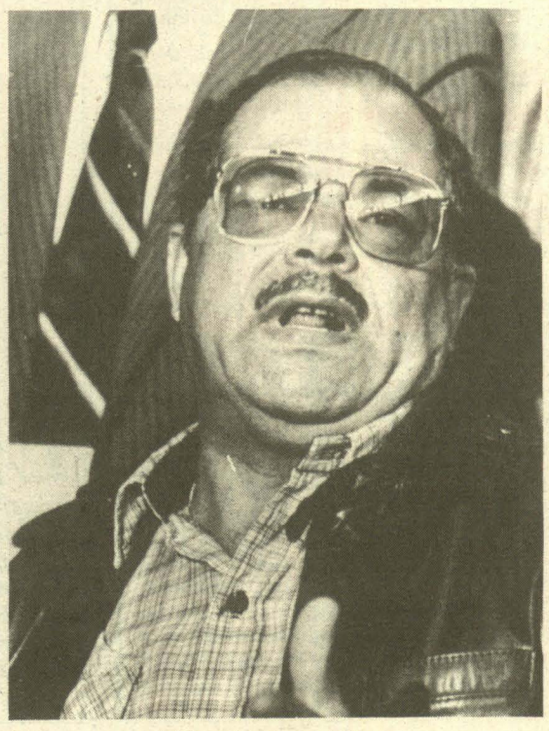
Tous ces meurtres ont lieu de la même manière : mitraillage en pleine rue, voire sous les yeux mêmes des agents de la police nationale qui se gardent bien d'intervenir, ou bien enlèvement, tortures, puis découverte du corps quelques jours plus tard. La fin de cette même année a même vu se développer une campagne contre les médecins avec des méthodes appropriées à leur catégorie professionnelle, généralement par empoisonnement. La plupart de ces crimes ne sont jamais revendiqués. Aucun Guatémaltèque ne s'aventure plus à poser la question « Qui a tué et pourquoi ? » Il est certain que beaucoup de règlements de comptes d'ordre privé se glissent parmi les assassinats dits politiques. Tout ne devient-il pas simple dans un pays où la vie humaine ne coûte que vingt-cinq dollars ? Il faut également compter avec les luttes de clans que se livrent les diverses factions de l'extrême droite.

Les accusations d'Amnesty International à l'encontre du gouvernement guatémaltèque sont fort plausibles : les témoins ne manquent pas pour avoir vu, depuis 1979, les « judiciales », ou police judiciaire transformée par la suite en « corps de détectives de la police nationale », se rendre coupables d'assassinats ; mais ils gardent un silence prudent pour éviter de subir le même sort. Recrutés parmi la population pauvre des bidonvilles de Guatemala Ciudad ou dans l'Est blanc, les « judiciales » quadrillent le pays dans leurs jeeps Toyota banalisées, mais aisément reconnaissables à la plaque d'immatriculation de la série 78000 (ou à l'absence totale de plaque) et à l'inévitable canon de mitraillette sortant par la porte arrière ouverte. Etat dans l'Etat, ils sont devenus une force difficilement contrôlée par le gouvernement, agissant pour son propre compte, la rapine prenant une place aussi importante que la liquidation d'opposants politiques.


Sygma



L'ex-président de la République Romero Lucas et son frère le général Benedetto Lucas.


A.f.p.

Le nouveau président, le général Guevara.

Une autre inflation ronge le Guatemala celle des gardes de sécurité. Quiconque occupe une fonction un tant soit peu exposée s'entoure de gardes dont la fidélité est plus que suspecte : le meilleur moyen de se débarrasser d'un gêneur n'est-il pas de soudoyer ses propres gardes, qui, généralement guère plus payés qu'une centaine de quetzals (1), trouveront là un moyen d'arrondir leur fin de mois. Si untel paye 25 quetzals un tueur pour se débarrasser d'un antagoniste, le premier souci de l'homme de main sera d'en demander 50 à la victime pressentie pour retourner la balle à l'envoyeur. Les groupes de sécurité deviennent ainsi une force autonome qu'il faut liquider périodiquement pour éviter qu'ils ne prennent un pouvoir démesuré.

Les forces paramilitaires dans l'orbite du Mouvement de libération nationale, telle l'Armée secrète anticommuniste (E.S.A.), ont également une lourde part dans les assassinats de personnes suspectées de libéralisme à l'égard du communisme. Depuis la contre-révolution de 1954, ce parti ne s'est donné pour seul et unique but que l'élimination physique de tout ce qui peut s'opposer à son fanatisme anticommuniste, alibi d'un immobilisme social auquel s'accroche l'oligarchie et que suit une masse de petits Blancs effrayés par la montée de la révolte indienne et de la guérilla. Dirigé par Mario Sandoval Alarcon, avocat à la voix cassée, dont l'épouse doit lire les discours enflammés, il est décidé à prendre le pouvoir coûte que coûte pour apporter une solution finale au problème de la guérilla. Bénéficiant de l'appui et de la richesse de l'oligarchie, ses groupes paramilitaires, dont Sandoval évalue les effectifs à 3 000 hommes, ont acquis une puissance impressionnante, en dépit de l'hostilité de l'armée officielle qui voit d'un mauvais œil cette concurrence.

Les morgues sont encombrées

Le 26 août 1981, les médecins légistes de l'altiplano occidental du Guatemala se réunissent à Quetzaltenango pour étudier la gravité de la situation : les amphithéâtres sont pleins, et le personnel ne peut plus faire face à la quantité de cadavres qui arrivent dans les morgues. Le nombre de civils tués dans les régions rurales de l'altiplano augmente de 50 % par mois : « Les morgues sont encombrées de corps massacrés rarement identifiables par les familles... Les victimes sont soumises à des tortures, achevées par armes à feu et jetées dans des décharges. Des cas plus particuliers d'assassinats collectifs ont été recensés dans les départements de Huehuetenango et du Quiche ces derniers jours... Dans le canton de Panajit (El Quiche), 26 paysans ont été assassinés, 15 d'entre eux ayant été égorgés, les autres tués par armes à feu après avoir été torturés... Dans le Quiche, on a assassiné 65 personnes en juin et 100 en juillet, sans compter les guérilleros et les soldats tués dans les affrontements armés. » (Inforpress Centroamerica, 15.10.81).

Assassinats et massacres connaissent une courbe ascendante qui ne semble pas connaître de limite. En décembre, du 1er au 16, on a dénombré 333 assassinats. Tous les corps avaient les mains attachées, avaient été torturés et souvent amputés. Sur l'année 1981, la Cour suprême de justice aura autorisé l'ensevelissement de 680 corps d'assassinés non identifiés. Dans les missions diplomatiques de Guatemala Ciudad, on s'accorde à dire que la moyenne des assassinats est passée de 25 en juillet 1981, à 60 par jour officiellement reconnus en janvier 1982.

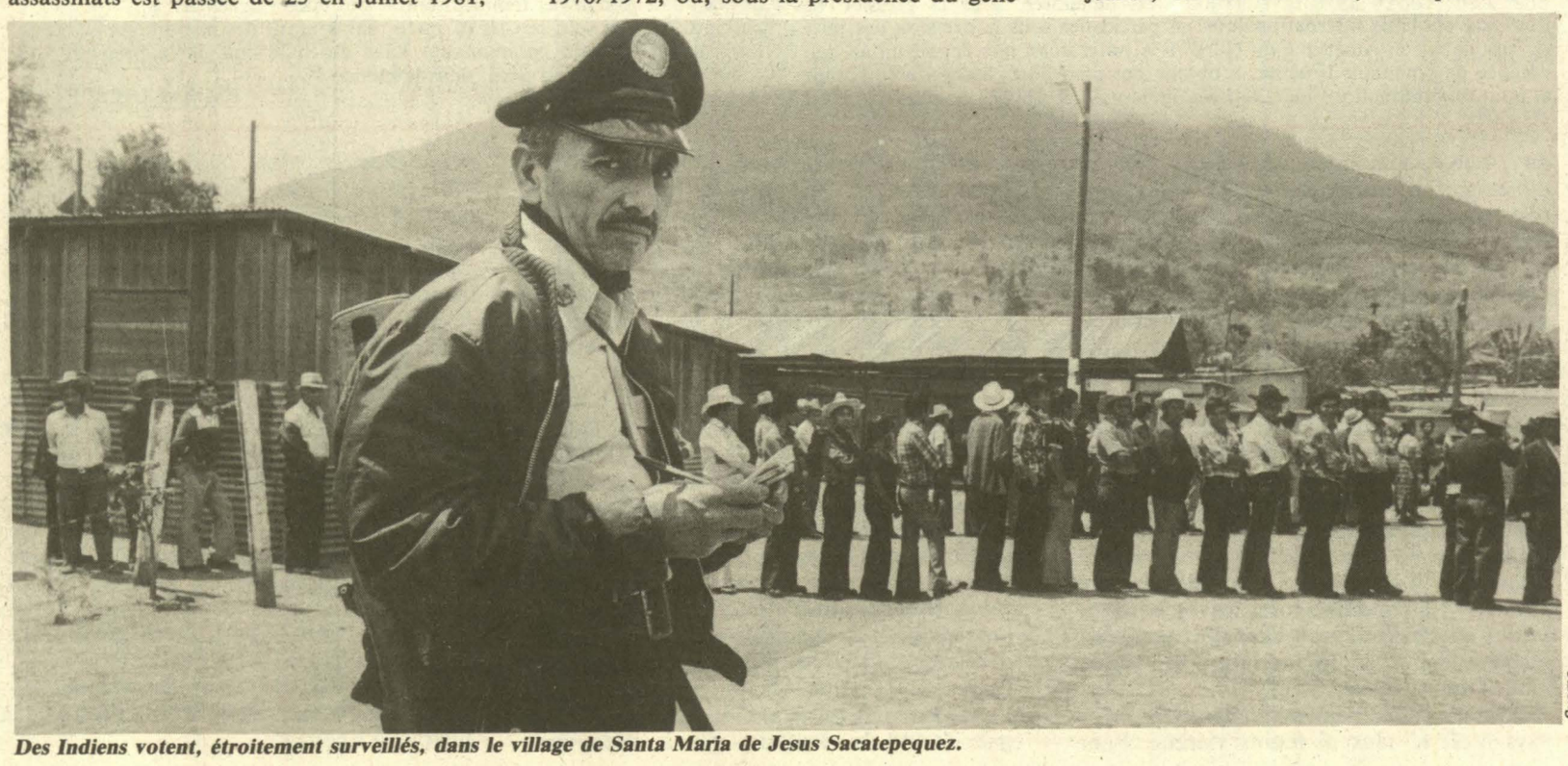
L'incapacité de l'armée guatémaltèque à enrayer le développement de la guérilla constitue une des raisons du développement de ces milices de massacreurs privés. En dépit de communiqués triomphants, elle n'a jamais été en mesure de contrecarrer les objectifs militaires des guérilleros. Ses derniers réels succès remontent à la période 1970/1972, où, sous la présidence du général Arana — le « chacal de Zacapa » —, elle avait réussi à démanteler les groupes guérilleros installés dans la sierra de Las Minas, sur les rives du rio Motagua.

L'armée guatémaltèque compte 19 000 hommes, dont 5 000 environ réellement opérationnels. On y compte notamment les troupes spéciales de contre-insurrection, les « Kaibiles ». Hormis ces éléments de choc, la majorité des soldats sont extrêmement jeunes, enrôlés de force, et dépourvus de qualités militaires. Après chaque attaque de guérilleros contre un village ou un poste militaire, l'armée s'est jusqu'alors contentée d'effectuer des opérations de ratissage, qui, selon de laconiques communiqués militaires, sont restées sans résultat. Les choses ont commencé à changer avec l'arrivée, dans le courant de l'année passée, du nouveau chef d'état-major de l'armée, le général Bénédicto Lucas. Frère du président de la République, formé dans les écoles militaires françaises, il met en place une stratégie nouvelle. Aidé d'experts israéliens, fondant son action sur le renseignement, il attaque la guérilla dans ses retranchements. S'il a marqué quelques points qui constituent une donnée nouvelle de la guerre, chacun des communiqués de victoire, qu'il proclame en tenue de combat devant la presse, est suivi dès le lendemain d'une nouvelle offensive de la guérilla.

En décembre 1981, il décide d'une offensive pour « nettoyer l'altiplano » : un mois plus tard, après avoir mis en route 15 000 hommes, tout au plus pourra-t-il faire état d'une cinquantaine de guérilleros tués.

Il n'en est pas de même des populations civiles qui sont copieusement massacrées à chaque passage de la troupe. Soit on baptise les victimes guérilleros pour remonter le moral des soldats, soit on met le massacre sur le dos de la guérilla. La région la plus touchée par ces méthodes a sans doute été celle de Comalapa, dans le département de Chimaltenango. Plus portés au syndicalisme au travers du C.u.c. (Comité d'unité paysanne) qu'à la lutte armée, les paysans

(suite en page 10)



Sygma

Des Indiens votent, étroitement surveillés, dans le village de Santa Maria de Jesus Sacatepequez.

RELATIONS FRANCO-AMERICAINES

Les trois heures de la Maison-Blanche

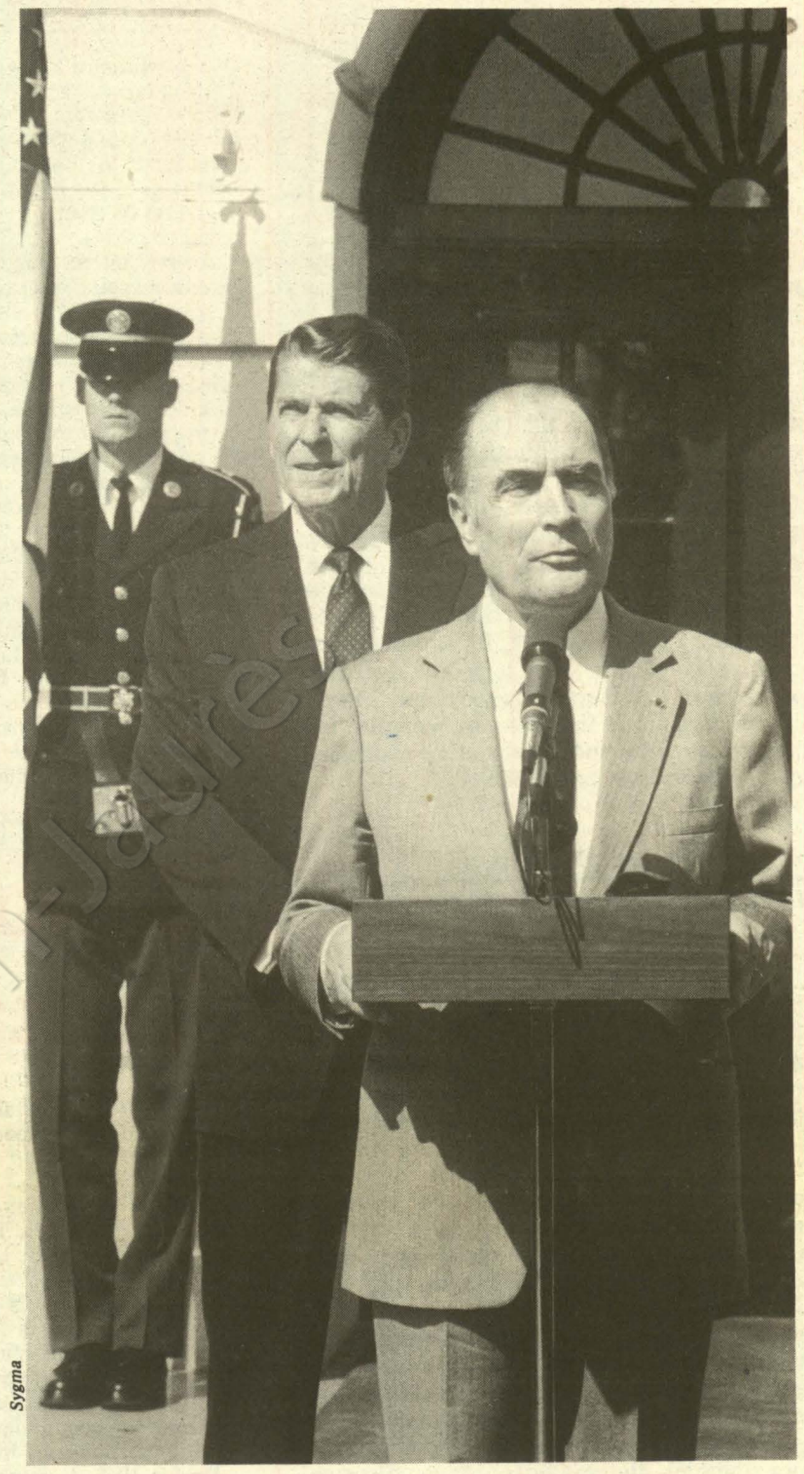
PAR ANTOINE VIOLET

BIEN que l'aller et retour à Washington lui ait pris moins de vingt-quatre heures, François Mitterrand a eu vendredi dernier à la Maison-Blanche sa plus longue rencontre avec le président Reagan : près de trois heures en tête-à-tête avec la seule présence de Claude Cheysson et Alexander Haig. La traduction simultanée a permis une longue conversation au cours de laquelle ont été abordés de multiples sujets : Pologne, rapports Est-Ouest, Amérique centrale, taux d'intérêt américains.

Sur ce dernier point, à propos duquel il exprimait aussi bien les préoccupations du chancelier Schmidt que les siennes propres, François Mitterrand a trouvé un interlocuteur plus compréhensif que précédemment, et il lui semble possible d'espérer une prochaine révision de la politique américaine, peut-être même avant le « sommet » des pays industrialisés qui doit se tenir en juin prochain à Versailles. L'action engagée depuis quelques mois par l'administration Reagan se traduit, en effet, par une baisse importante du taux d'inflation qui se situerait à l'heure actuelle à un niveau de l'ordre de 5 % au lieu de 10 % l'an dernier. Si ce résultat se confirme, il deviendrait aberrant pour l'économie américaine elle-même de maintenir des taux d'intérêt supérieurs à 14 %. C'est sans doute pourquoi on prête désormais davantage l'oreille à Washington aux arguments exposés par le président de la République française, qui a souligné à nouveau qu'une baisse des taux d'intérêts américains aurait des conséquences positives immédiates pour plusieurs pays d'Europe, dont la France, en allégeant l'une des causes de leur propre inflation.

On ne saurait dire, en revanche, que les positions se soient véritablement rapprochées de la situation en Amérique centrale, qui a été l'autre principal sujet des discussions. Sur ce chapitre, les analyses française et américaine demeurent fort éloignées, le président Reagan continuant à soutenir que les forces sandinistes au Nicaragua et la résistance salvadorienne sont d'inspiration communiste et soutenues directement par l'Union soviétique, via Cuba. François Mitterrand reste pour sa part convaincu que c'est faute de trouver une ouverture du côté occidental que ces forces révolutionnaires ont tendance à se radicaliser. La référence faite par les deux présidents à la nécessité d'une évolution vers des gouvernements démocratiques n'a donc pas le même sens : pour Reagan, il s'agit de gouvernements dociles à l'égard des Etats-Unis, mais l'exemple de la « farce » électorale qui vient de se dérouler au Guatemala n'est pas très encourageante à cet égard. Pour Mitterrand, il ne saurait y avoir de gouvernement démocratique tant que ceux qui représentent les forces populaires en seront écartés. C'est le sens de la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador, de la livraison d'armes légères françaises au Nicaragua comme du discours prononcé en octobre dernier à Mexico. Dans la logique de son analyse, qui rejoint en fait celle d'une grande partie de la presse et de l'opinion américaine peu désireux de voir les Etats-Unis s'engager dans un nouveau guêpier de type vietnamien, François Mitterrand considère que la meilleure façon d'éviter que le Nicaragua ou la résistance salvadorienne ne se tournent vers l'Union soviétique, comme y a été contraint Cuba face au blocus américain, est de leur assurer une aide européenne qui pourrait être apportée également au Costa-Rica. Cette question figure d'ailleurs à l'ordre du jour de la prochaine réunion des dirigeants de l'Internationale socialiste, et François Mitterrand s'en est entretenu avec le secrétaire général du Parti socialiste italien Bettino Craxi qu'il a reçu lundi à l'Elysée.

Même s'il n'a pas vraiment ébranlé la conviction du président Reagan, le voyage de François Mitterrand à Washington aura sans doute contribué à éloigner dans l'immédiat la menace d'une intervention directe des Etats-Unis dans tel ou tel point chaud de l'Amérique centrale. Sur ce point aussi, il a été un succès, comme le soulignent d'ailleurs la plupart des observateurs à Washington, y compris — c'est tout dire — le correspondant du « Quotidien de Paris » ! ●



Sygma

(suite de la page 9)

chimaltèques ont vu déferler sur eux à partir du milieu de 1980 d'importants effectifs de « judiciales » accompagnés de l'armée : assassinats, vols de terre, tortures, enlèvements deviennent quotidiens. Désorganisé par la répression, il ne restera au C.u.c. qu'une solution : passer à la lutte armée ; ce qu'il fait en devenant le collaborateur étroit de l'E.g.p. (2). Au cours d'une de ces chasses au syndicaliste, l'armée massacre 160 paysans dans le village de San Martin Jilotepeque en février 1981 : il s'agissait de ceux, qui, confiants dans la loyauté de l'armée nationale, n'avaient pas suivi leurs concitoyens prudemment réfugiés dans la montagne.

Si Bartholome de Las Casas revenait aujourd'hui dans ces terres des Verapaces où son souvenir est toujours vénéré par la population indigène, il pourrait écrire les mêmes lignes qu'au XVIe siècle sur les vexations et massacres que subissent les Indiens. A un détail près : le fusil-mitrailleur israélien « Galil » a remplacé la lourde épée des Conquistadores.

L'histoire du Guatemala est parsemée de révoltes indiennes, mais jamais elles n'avaient eu de jonction avec la guérilla, affaire interne aux Blancs. L'Indien n'a que faire des luttes politiques de la population ladina (3), il n'y a jamais rien gagné. Le fossé entre Indiens et Ladinos ne s'est pas comblé au cours des siècles ; l'Indien garde la conscience de son histoire, d'être l'héritier de la civilisation maya, et de représenter 60 % de la population guatémaltèque. S'il a adopté le catholicisme, c'est en le fondant dans le moule des rites ancestraux. Réservé, silencieux, mais jamais résigné, il fixe dans sa mémoire les humiliations, les spoliations et les violences que le Blanc lui a fait subir.

« Libérer les Indiens de quatre siècles d'oppression »

Phénomène endémique de république bananière tant qu'elle restait « ladina », la guérilla prend aujourd'hui un tout autre aspect. Le mouvement guérillero guatémaltèque est sensiblement différent de ses homologues latino-américains : « Ils évitent les théologies conventionnelles de la révolution, ils ne parlent pas de propriété privée, car ils savent que les Indiens sont profondément liés à leur petite parcelle. Ils ne combattent pas le clergé catholique, bien au contraire ils collaborent avec lui... En arrivant dans un village ils parlent la langue locale. » (4). Une telle stratégie a permis aux deux principales organisations de guérilla, l'O.r.p.a. et l'E.g.p., de s'implanter solidement dans l'altiplano qu'elles sont sur le point de contrôler totalement. Certaines théories du « Che » et le désastre qu'elles ont entraîné pour les mouvements de guérilla ont laissé la place à une patiente tactique d'implantation dans les villages. Les guérilleros y pénètrent, rassemblent la population, parlent en dialecte local, payent scrupuleusement toutes les denrées qu'ils prennent (à un cours légèrement supérieur à celui du marché) et exécutent un « finquero » (gros propriétaire terrien) impopulaire ou une « oreille » du gouvernement qui aura été à l'origine d'une opération de représailles. Les objectifs de la guérilla, maintes fois répétés au cours des meetings, ne se perdent pas en spéculations politiques et sont parfaitement compris de la population : « Libérer les Indiens de quatre siècles d'oppression, liquider le pouvoir de l'oligarchie et des assassins Lucas. »

Les guérilleros évoluent à leur aise dans la plupart des départements et notamment dans la capitale : le mardi 9 février 1982, pour fêter la création de l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque (union des mouvements de guérilla) autour d'un programme de lutte contre les massacres et d'établissement d'un gouvernement démocratique, les guérilleros plongent la ville de Guatemala dans l'obscurité totale pendant plusieurs heures, faisant sauter des charges de dynamite en plus de vingt points stratégiques d'alimentation en électricité de la capitale. Dégâts légers qui n'endommagent pas l'infrastructure mais qui montrent la parfaite maîtrise du terrain par les guérilleros, au nez et à la barbe de la police et de l'armée.

L'ambassade des Etats-Unis à Guatemala évalue aujourd'hui les effectifs de la guérilla entre 14 000 et 16 000 hommes. Elle ne cache pas que l'affaire semble bien mal engagée : le ralliement des Indiens à la cause de la guérilla a toujours été considéré par les experts de la contre-insurrection du Pentagone comme l'étape décisive qu'il fallait éviter à tout prix.

Une dette de sang s'est accumulée entre les Indiens et les gouvernements successifs du Guatemala, essentiellement depuis l'intervention américaine de 1954. La guérilla est décidée à la faire payer : « Les Espagnols ont tué nos frères pour conquérir notre terre et emmener l'or et d'autres richesses vers une terre étrangère puissante... Ils n'ont jamais eu aucun véritable amour de leur patrie et ne sont pas nationalistes comme ils le prétendent... Ils ne peuvent pas non plus se prétendre chrétiens, car ils commettent les massacres précisément contre les gens humbles véritablement religieux, sensibles et réellement solidaires de leurs frères, dont les coutumes ont toujours été d'attention, d'amour et d'aide à leurs semblables et révolte contre l'injustice. Les riches aujourd'hui sont pires que les conquistadores : avec la même avidité de richesse, mais sans aucune fausse justification, sans rien de moral qui puisse venir à leur secours. » (5)

Pour le gouvernement guatémaltèque, le pays n'est ni plus ni moins victime d'une agression extérieure venue de l'Union soviétique, via Cuba. Et de restituer le conflit dans le cadre de la théorie des dominos chère au général Haig : dans la partie qu'elle joue en Amérique centrale, l'U.r.s.s. a gagné une première manche au Nicaragua, puis viendra le tour du Salvador, du Costa Rica, du Honduras, et du Guatemala, le cinquième domino.

Sur le terrain, les assertions sur l'intervention extérieure semblent avoir du mal à trouver une assise dans la réalité. L'armée donne beaucoup de retentissement à ses prises de guerre : armement saisi sur les guérilleros tués, découverte de réduits de la guérilla dans les maisons de la capitale. On y trouve beaucoup d'armes d'origine américaine (Remington...) ou belge (fusil Fal) provenant de la contrebande d'armes très développée dans ces régions, ainsi que des fusils mitrailleurs Galil récupérés sur l'armée régulière. Dans les réduits de la guérilla de la capitale, on a découvert essentiellement des fabriques de mines « Claymore » qui causent d'importantes pertes à l'armée guatémaltèque. Une autre arme redoutable est l'utilisation de pièges tapissés de pointes de bambous acérées, si funestes aux G.i. américains au Vietnam. Armement disparate ne correspondant pas à un armement systématique par une puissance étrangère : la guérilla ne manque pas d'hommes, elle piétine par manque d'armes. ●

(1) Le quetzal vaut 1 dollar U.s.

(2) « Armée guérillera des pauvres » : principale organisation de guérilla.

(3) Population non indienne du Guatemala 2,5 millions sur 7 millions d'habitants.

(4) « El Universal », quotidien de Caracas (17/8/1981).

(5) « Une patrie nouvelle va naître... tout le peuple au combat ». Manifeste de la guérilla, 17 nov. 81.

Politique internationale au fil des jours

FRANCE-ALGERIE

Vingt ans après...

PAR CLAUDE ESTIER

Il y a aujourd'hui vingt ans, le 19 mars 1962 à midi, s'achevait, après la signature des accords d'Evian, la guerre d'Algérie, née du soulèvement du 1er novembre 1954. Après sept années et demie de combats meurtriers et de péripéties politico-militaires qui avaient eu des retentissements considérables sur la vie politique française elle-même, puisqu'ils avaient conduit à la chute de la IVe République et, après le 13 mai 1958, au retour au pouvoir du général de Gaulle, celui-ci avait fini par accepter la revendication fondamentale du F.l.n., c'est-à-dire l'indépendance de l'Algérie.

Intervenant en conclusion d'une difficile négociation entre la délégation gouvernementale française dirigée par Louis Joxe et les représentants du G.p.r.a. que présidait alors Ben Khedda, le cessez-le-feu du 19 mars n'allait pas conduire immédiatement à l'apaisement. Côté français, où pourtant les accords d'Evian allaient être approuvés par référendum à plus de 90 %, les « pieds-noirs », s'estimant trahis par de Gaulle, prolongeaient une résistance désespérée que les chefs de l'O.a.s. continuaient de ponctuer par des actions violentes et dont l'issue ne fut hélas que la fuite massive vers la métropole de ces Français à qui l'on avait trop longtemps fait croire que, parce qu'ils étaient nés sur la terre algérienne, l'Algérie était leur pays.

Côté algérien, l'arrêt des combats devait entraîner aussitôt une crise politique grave qui, au terme d'une série d'épisodes confus, donnait le pouvoir fin septembre à l'un des chefs historiques de la révolution, l'un des cinq qui avaient été kidnappés en plein vol en octobre 1956, Ahmed Ben Bella. Devenu le premier président de la République algérienne, celui-ci s'engageait dans une politique d'autogestion socialiste menée avec une certaine précipitation et dont les résultats n'étaient pas toujours évidents. Le 19 juin 1965, Houari Boumediene, qui avait été jusque-là son second, décidait de l'écarter du pouvoir et de l'envoyer en détention où il allait encore passer quinze ans de sa vie.

Sous la direction de Boumediene, l'Algérie s'engageait alors dans une politique de grande industrialisation en même temps qu'elle accédait au premier rang de la scène internationale, parmi les dirigeants des « non-alignés ». Pendant toutes ces années, les relations franco-algériennes subissaient cependant des vicissitudes qui les empêchaient de prendre leur essor. Les accords d'Evian ayant été rapidement vidés de leur contenu, le contentieux franco-algérien ne cessait de s'alourdir : problèmes des rapatriés, de l'immigration, questions économiques, etc. Le voyage de Valéry Giscard d'Estaing à Alger en avril 1975 n'avait eu aucune suite concrète, en dépit des espoirs algériens.

La mort de Boumediene a marqué le début d'un tournant. Sur le plan algérien d'abord, où le nouveau président Chadli Benjedid, élu à la suite d'un processus qui a montré la solidité des institutions du pays, a peu à peu entrepris de libéraliser le régime et d'orienter l'Algérie vers une politique économique plus réaliste. Quant aux relations avec la France, elles sont entrées dans une nouvelle ère avec le voyage de François Mitterrand à Alger en décembre dernier et la signature du contrat sur le gaz algérien qui a ouvert de nouvelles perspectives, particulièrement favorables, dans les rapports politiques et humains entre les deux pays.

Vingt ans après la fin d'une guerre qui aura été pour beaucoup fratricide, toutes les plaies ne sont pas encore pansées. Nombreux sont encore les rapatriés qui attendent les indemnisations promises. Nombreux sont aussi ceux qui retournent passer quelques jours à la recherche du pays où ils ont vécu et qui ne le retrouvent plus, ne serait-ce que parce que la population algérienne est passée, en vingt ans, de neuf à près de vingt millions d'habitants, ce qui fait aujourd'hui d'Alger une des villes les plus densément peuplées du bassin méditerranéen.

Pourtant, vingt ans après, on peut dire avec satisfaction que le souvenir de la guerre n'obère plus les relations entre deux pays qui ont tant de choses en commun. Les présidents Chadli et Mitterrand sont même tombés d'accord pour considérer que ces relations devaient, et pouvaient, devenir un modèle de coopération entre un pays industrialisé et un pays en voie de développement. Pour tous ceux qui ont travaillé patiemment au rapprochement de la France et de l'Algérie, la date du 19 mars ne peut passer inaperçue. ●

COMMUNAUTÉ JUIVE DE SYRIE

Témoignage d'un pogrom très ordinaire, feutré, quasi clandestin

David a la trentaine. Mais sur la date exacte de sa fuite comme sur son identité, il observe la plus grande discrétion. Persécution oblige : David est un juif de Damas, échappé du ghetto. Depuis trois ans, la fuite est de plus en plus difficile pour les israélites de Syrie. « Avant nous passions par le Liban et de là nous nous rendions en Europe, en Amérique et en Israël, mais avec la généralisation des combats au Liban et surtout depuis l'intervention de la Syrie il a fallu trouver d'autres canaux... »

La communauté juive de Syrie compte actuellement quatre mille personnes, environ, dont trois mille vivent dans la capitale, un millier à Alep et une ou deux familles à Kamichli. Pendant la guerre de Six Jours, la communauté damasquine réunissait à elle seule huit mille personnes. En 1946, à la fin du mandat français sur ce pays, cinquante mille juifs vivaient en Syrie. Une communauté très ancienne, antique même comme en témoigne la Bible, pas une communauté issue de la diaspora « et en tout cas, remarque David, préexistante à l'Islam ».

Depuis 1948, la minorité juive de Syrie vit dans une situation d'infra-droit plus ou moins supportable. C'est selon le contexte politique de la région : « Avant le 8 mars 1963 qui a amené le parti Baas au pouvoir, on permettait aux juifs de se rendre en Turquie ou au Liban. Depuis cette date, en revanche, aucun passeport ne nous a été délivré. A une exception près : en 1976 lors d'une rencontre, à Genève, avec le président Assad, Nixon avait obtenu que treize jeunes filles juives de Syrie puissent sortir pour se marier avec des israélites vivant aux U.s.a. »

Quoi qu'il en soit, les israélites de Syrie ne peuvent pas être fonctionnaires. S'ils peuvent acheter des biens, ils ne peuvent les revendre, à moins d'en acheter d'autres équivalents. Un « comité des biens juifs » assure le contrôle des opérations immobilières. Les maisons et les appartements des israélites qui ont réussi à s'enfuir sont alloués aux réfugiés palestiniens « pour que se créent des tensions entre les deux communautés », estime David. Il leur est interdit d'apprendre et d'enseigner l'hébreu ainsi que l'histoire d'Israël. De la guerre de Six Jours à 1976, aucun israélite n'a pu entrer à l'université. C'était aussi l'époque où ils n'avaient pas le droit de passer le permis de conduire. Cette interdiction de passer le permis de conduire a d'ailleurs duré jusqu'en 1980.

Depuis 1976, les études supérieures sont à nouveau accessibles aux juifs de Syrie, mais pas dans toutes les disciplines, notamment technologiques. « Je ne suis pas ici pour noircir les choses, dit David, et je constate que pour nous depuis 1976 la situation s'est améliorée, sous la pression de l'opinion publique internationale et en particulier sous la pression des juifs syriens établis en Amérique du Nord. » A noter aussi que depuis un an une poignée de bourgeois israélites a obtenu des passeports d'une durée limitée et pour des destinations bien définies — commerce oblige. Ces commerçants laissent, en revanche, leur famille en otage ainsi qu'une importante garantie bancaire.

« La communauté de Damas, explique David, vit grâce à de petits métiers dans le quartier et hors du quartier. Il y a une dizaine de riches qui prospèrent grâce à la fabrication et à la vente de cuivrerie et de damasquinerie. Il y a deux médecins et un pharmacien. Lorsqu'il faut aller à l'hôpital, nous nous faisons admettre dans des hôpitaux privés, ceux des institutions chrétiennes. Tous les enfants vont dans les écoles juives, financées par la communauté syrienne des Etats-Unis. Ceux qui veulent envoyer leurs enfants au lycée préfèrent les lycées chrétiens aux lycées musulmans. Nous avons peur des musulmans : quand j'étais petit on nous jetait des pierres et on nous traitait de « chien juif ». Dans les écoles non juives — et cela jusqu'en 1967 — on nous apprenait que les juifs étaient sales, porteurs de microbes particuliers et devaient être jetés à la mer. Lors de la prière du sabbat, les juifs dans le monde entier prient pour le chef d'Etat du pays dans lequel ils résident. Comme nos livres de prière viennent des Etats-Unis, ils comportent une prière pour le président de ce pays. Un bon prétexte pour le régime de nous accuser de proaméricanisme ! »

Depuis quand l'antisémitisme a-t-il contaminé les masses syriennes ? « L'antisémitisme est apparu dans l'Etat comme dans le peuple avec les premières manifestations du panarabisme dans les années cinquante. Mais les gens cultivés — qui sont de culture française — ne sont pas antisémites, en général. Du côté juif, on ne peut pas dire qu'existe un sionisme politique. Le judaïsme syrien est un judaïsme de culte. Depuis 1948, les juifs de Damas redoutent à chaque heure du jour et de la nuit le pogrom. En 1975, quatre jeunes filles qui avaient tenté de s'enfuir ont été arrêtées par les gardes à la frontière libanaise puis violées et assassinées. Les corps des victimes ont été jetés dans le quartier juif de Damas. De quoi décourager d'éventuelles candidates à la liberté. Aussi ce sont les hommes qui partent, dit David. Il y a actuellement dans la communauté damasquine près de cinq cents femmes entre vingt-sept et trente-huit ans qui ne peuvent trouver des maris. »

Constamment surveillés par l'armée, les quatre mille juifs de Syrie possèdent des papiers d'identité où est mentionnée leur religion. Alors que cette mention ne figure pas pour les ressortissants des autres communautés. David conclut ainsi son témoignage : « La Syrie a signé la déclaration des droits de l'homme de l'Onu, mais elle ne respecte pas sa signature. La Syrie est le dernier pays arabe qui ne laisse pas partir ses juifs : elle considère ces quatre mille hommes et femmes comme des otages israéliens. »

Quoi qu'il en soit, le Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France) considère la communauté juive de Syrie comme la première des communautés juives en péril, dans le monde.

EMMANUELE PLAS

COMMUNIQUE

COMPTOIR NATIONAL TECHNIQUE AGRICOLE (C.N.T.A.)

CONSEQUENCES DE L'ELARGISSEMENT DE LA C.E.E. A12

Le marché commun vit en permanence au rythme de tensions et de remises en cause, et son histoire, depuis son lancement en 1957, est constamment jalonnée de crises, particulièrement dans le secteur agricole.

CES REMISES EN CAUSE :

ont pour conséquence :
- d'affecter ses principes fondamentaux, la libre circulation des marchandises, l'orientation de la Politique Agricole Commune,

et sont surtout l'occasion de réflexions plus approfondies et une invitation aux partenaires concernés à réévaluer les objectifs et les mécanismes de cette organisation de marché, qui constitue l'essentiel de notre environnement économique.

PROJETS D'ADHESION DE NOUVEAUX MEMBRES :

Ce type de question se pose avec les projets d'adhésion de nouveaux membres, en raison des changements et des conséquences qu'ils peuvent avoir sur l'évolution de la Politique Agricole Commune.

UNE PREMIERE APPROCHE :

L'élargissement de la C.E.E. à la Grèce, déjà réalisé, puis à l'Espagne et ultérieurement au Portugal, aurait pour effet : « de créer, dans le secteur de l'huile d'olive, un excédent structurel de l'ordre de 200.000 T. par an » selon l'estimation des services de la C.E.E.

En outre, le démantèlement dans ces deux derniers pays du régime de contrôle des importations d'huile de graines, aggraverait ce déséquilibre, entraînant par là-même, une diminution de la consommation d'huile d'olive.

La Commission voit d'un mauvais œil, une éventuelle réduction de cette production, pour des raisons politiques, sociales, économiques et de conservation des sols.

Il reste, selon elle, à influencer la demande, c'est-à-dire, à aider à la consommation.

PROPOSITION DE LA COMMISSION :

La Commission proposerait donc d'établir un rapport de prix plus favorable entre l'huile d'olive et les huiles végétales, concurrentes ; rapport qui ne devrait pas être supérieur à 2 ; dont le coût serait d'environ **1,37 Milliards d'écus, par an** (8 milliards de Francs, à la fin de la **période transitoire** de l'Espagne.

Le coût actuel est de **650 millions d'écus** (soit 3,8 milliards de Francs).

Compte tenu de l'importance de cette dépense, la durée de la période de transition fixée pour l'adhésion de l'Espagne, serait de 10 ans.

A défaut d'une augmentation de la part du taux de la T.V.A., revenant au budget communautaire, la Commission proposerait la création d'une taxe sur les huiles et graisses végétales et marines, produites ou importées dans la C.E.E.

AVANTAGES DE CETTE PROPOSITION :

Ils sont les suivants :
- assurer une cohérence à la politique suivie dans le secteur des matières grasses,
- la taxe n'aurait pratiquement pas d'incidence sur le niveau de la consommation, ni sur le coût de la vie, tout en assurant un revenu relativement important.

RECETTE PREVUE :

Une taxe de 100 écus (590 Francs) par tonne, donnerait une recette de **736 Millions d'écus par an** (4,34 Milliards de Francs).

Elle augmenterait le prix de :
- 6,1 % en moyenne de la margarine,
- 8,5 % des huiles fluides alimentaires,

et représenterait par exemple, pour un ménage de quatre personnes, une dépense supplémentaire de l'ordre de 4,50 Francs par an.

EN CONCLUSION :

La Commission estime que cette taxe serait non discriminatoire et ne perturberait ni le marché, ni les échanges avec les pays tiers, étant de perception facile à la production.

Si la création d'une telle taxe comporte quelques avantages, elle entraîne néanmoins de nombreux inconvénients, parce qu'elle peut, en raison de son mode d'établissement, extrêmement délicat, fausser par un mauvais calcul, les rapports de prix sur le marché et ce type de risque, nous le connaissons.

En effet, les modes de calcul de l'aide illustrent bien le danger qu'il y a, à recourir trop souvent, à des mécanismes réglementaires, en général, et de type communautaire, et contraints de tenir compte des intérêts divergents des pays membres, en particulier.

Nous verrons dans un prochain article, quelles sont les dimensions exactes de ces problèmes.

1.
Ils sont
plus nombreux.

2.
Ils sont
plus ouverts.

3.
Ils sont
plus accessibles.

Les PAP 1982
du crédit foncier.

Les PAP : ces 3 lettres désignent les prêts aidés par l'État pour l'accession à la propriété :

— Des prêts à taux réduit,
• pour construire votre maison,
• pour acheter un logement neuf,
• pour acquérir un logement ancien en vue de l'améliorer.

— Des prêts qui, en 1982, sont

plus nombreux :

170 000 PAP sont inscrits au budget pour mieux répondre aux besoins de logement et soutenir l'activité du bâtiment.

plus ouverts :

les conditions d'attribution et les caractéristiques financières de ces prêts les destinent à la majorité des ménages qui souhaitent accéder à la propriété.

plus accessibles :

aux côtés du **crédit foncier de france**, les organismes d'h.l.m., le crédit agricole, ainsi que les principales banques participent à leur placement.

crédit foncier de france

Depuis 130 ans nous aidons les français à se loger.

Delrieu, Duprat & ass. - Finances

CAMARADES MINISTRES VOUS AVEZ RAISON !

« Le mouvement associatif sera le support privilégié de la nouvelle citoyenneté », Pierre Mauroy (discours programme).

« Réduction des inégalités dans l'accès aux vacances », Michel Rocard (plan intérimaire).

« Extension des moyens d'expression des associations », ministère du Temps libre, André Henry.

Par l'action qu'elle mène depuis 10 ans dans le domaine des vacances, l'association ARVEL-vacances contribue à la démocratisation du tourisme.

arvel vacances

été 82

• Une association sans but lucratif

En adhérant à ARVEL-vacances, 20 000 personnes et 250 collectivités ont fait un double choix.
— Le choix de payer le juste prix : le prix de revient.
— Le choix de vacances vraies : un temps de découverte, de rencontres, de dialogue.

• 30 destinations et 8 formules différentes

Les adhérents d'ARVEL ont un vaste choix :
— Rendez-vous au village : c'est une formule économique, surtout pour une famille. Des séjours au bord de mer en Italie, en Yougoslavie, en Grèce, ou loin de la mer, en Autriche ou en Ardèche. Logement en hôtel ou chez l'habitant au choix. En Italie, toujours très appréciée par les Français, nous proposons 4 implantations dont la Calabre, encore peu connue avec 2 excellents hôtels.
— Avion et séjour : départs de Paris, ou de Lyon. Hôtels, auberges, ou maisons privées. Algérie, Tunisie, Grèce, Crète, Yougoslavie, Italie, Madère, Canada, Guadeloupe, Corse.
— Avion et circuit : en autocar, en Algérie, Tunisie, Grèce, Egypte. En Tunisie, circuit en Land-rover.
— Avion et circuit « Expédition » : Voyages par petits groupes. L'avion au départ de France, et sur place les moyens de transports locaux. Logements simples. Indes, Tanzanie, Nicaragua, Pérou, Mexique.
— Expéditions sans avion : Mini-groupes : 4 personnes suffisent ! Oasis algériennes, Hoggar, Mali, pays Dogon, Haute-Volta, Niger. En Land-rover ou Toyota.
— Circuit dans votre voiture : au Portugal, en Grèce, en Irlande, en Tunisie, en Autriche. ARVEL assure les réservations (hôtels, bateaux).
— Randonnées pédestres : le meilleur rapport joie-prix ! Beaufortain, Queyras, Crète, Yougoslavie.

• Et les prix ?

Une loi, votée en 1975 sous l'ancienne majorité, interdit aux associations de faire connaître leurs prix par voie de presse ! C'est étonnant ? C'est vrai pourtant...

CAMARADES MINISTRES ET DEPUTES, NE FAUDRAIT-IL PAS CHANGER CETTE LOI D'UN AUTRE TEMPS ?

Bulletin à retourner à
ARVEL, 54 rue Paul-Verlaine, 69100 VILLEURBANNE.

NOM et Prénom .....
Adresse .....
.....

Je désire recevoir le programme d'été et les conditions d'adhésion à ARVEL.

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 208. Jeune homme 25 ans, dégagé obligations militaires, maîtrise droit public interne, maîtrise science politique, anglais, espagnol, cherche poste responsabilité dans collectivité territoriale ou établissement public.
Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 209. H. 53 ans, résidence Val-de-Marne, cadre technique bâtiment, autodidacte, expérience chantiers, études et administration, véhicule disponible, recherche poste dans entreprise, cabinet architecte, bureau études, immobilier, mairie, O.p.h.l.m. ou autre organisme.
Ecrire au journal qui transmettra.

DIVERS

Réf. 210. Melle retraitée éducation, cherche Paris chambre ou studio préférence non meublé. Exposition sud, maison et rue calmes.
Urgent. Répondre au journal qui transmettra.

cinéma
QUATRE-VINGT-DEUX
N° 279 • MARS
entretiens avec
MIOU MIOU
GEORGES CUKOR
ARTHUR PENN
dossier-auteur
JEAN-PIERRE MOCKY
l'analyse de
L'ETRANGE M. VICTOR
Tous les films du cinéma et de la télé
LE CINEMA POUR ENFANT
Tous les festivals
en vente partout
et 7, rue Cadet, Paris 9e

Grâce aux Auditions Publiques du samedi soir au Dépot-vente nous connaissons des centaines de jeunes chanteurs et musiciens pleins d'énergie et de talent pour vos fêtes publiques ou privées. Nous les proposons sans intermédiaire ni commissions.

Le Dépot-vente de la Jatte
92200 Neuilly
Tél. Gérard Vacher 637.33.99

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal est appelé à jouer face à une presse dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle n'est pas tendre pour la gauche au pouvoir.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvellee dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à
l'administration de l'unité
10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....
demeurant .....
.....
désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
★ abonnement de six mois (150 F) ☐
★ abonnement d'un an (230 F) ☐
et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.C.P. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

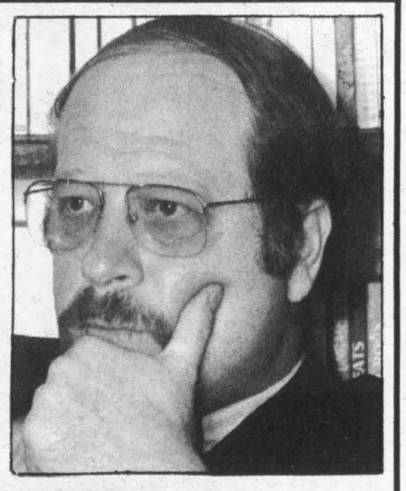
transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :
.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement
de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél : 550.32.04

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grands Reporters : Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Marie-José Bernardot, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directeur de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

La chronique littéraire de Claude Glayman



Le grand art de Georges Perec

Nos littérateurs sont-ils à la hauteur de ce pays ? La question vaut d'être posée au moment où disparaît prématurément Georges Perec

EN perdant Georges Perec — disparu à l'âge de 46 ans d'un cancer au poumon — nos lettres perdent gros. Avec Le Clézio, Perec était à coup sûr l'une des figures les plus accomplies et les plus originales que la littérature française eût proposée depuis vingt ans. Et l'on ne saurait dire que ce pays regorge ainsi de figures majeures, du moins dans le domaine de la fiction (la situation est différente tant en histoire qu'en philosophie). Comme Le Clézio — mais dans un registre très distinct —, Perec a traduit son temps pendant qu'il l'a marqué.

Souvenons-nous du coup d'éclat originel de 1965 avec le prix Renaudot attribué aux « Choses » (Julliard, « Lettres nouvelles »), probablement difficilement trouvable en librairie actuellement comme la plupart des ouvrages de Perec. A quand le passage en poche, indispensable pour concerner un public populaire ?... Qu'avons-nous lu à l'époque, sinon l'élaboration de la vie que nous allions alors connaître et qui ne s'est pas démentie depuis, une existence dans/par/pour la consommation. Le couple, très classe moyenne, que décrit Perec, pensera, à tort, découvrir le bonheur dans les « choses » qui se multiplient à l'infini. Pour autant ne projetons pas sur ce Perec daté — quoique éternel — le voile déformant de discussions sans fin sur la réalité des aliénations engendrées par la consommation. Mais notons que Perec publie trois ans avant 1968, l'année du ballotage de Charles de Gaulle — dont le concurrent viendra au pouvoir quelque seize années plus tard, avec en poche un programme de relance économique, il est vrai que dans l'intervalle l'Occident sera tombé dans la crise, consommatrice ou non. C'est le temps où commencent à refluer et marxisme et existentialisme, où le structuralisme perce et chasse les philosophies de l'histoire et de la subjectivité ; « l'Express » devient le news-magazine que l'on sait et Jean-Luc Godard filme avec l'originalité d'un découvreur de langage.

« Les Choses » symbolisent cette convergence, et annoncent même une certaine sénilité chez les adeptes de « l'american way of life », quelque chose de l'ordre de Ionesco, un absurde que dissimule mal la fuite dans l'exotisme et le tourisme. Sans dire explicitement l'absurde d'une existence qui prend ses moyens pour une fin, Perec va s'arrêter à un inventaire de la nouvelle matérialité du monde et dire les nausées inconnues qui s'empareront de ses personnages. Dans « Un homme qui dort » (Denoël, « Lettres nouvelles 1967 »), dont le réalisateur Bernard Queysanne tire un admirable film, Perec aborde le sommeil nauséabond et original d'un étudiant pauvre qui sera obligé à taper du talon au fond de sa dépression pour reprendre pied. Le livre commence par cette phrase : « Dès que tu fermes les yeux, l'aventure du sommeil commence. » Le romancier apostrophe son héros comme l'avait fait Michel Butor dans « la Modification » en le vouvoyant. Occasion de rappeler certaines similitudes entre Perec et le Nouveau Roman. Un même goût pour « l'instrumental », pour la description (l'appartement, le chambre, le lieu, l'espace, etc.), pour l'absence de psychologie, pour la matérialité d'un langage qui se substitue littéralement au contexte décrit. Mais à la différence de Robbe-Grillet, Butor, ou Pinget, jamais Perec ne transforme ses fictions en stratégies, en jeux, en manipulations du lecteur. Le réalisme de Perec sert à dire une époque, et non à en désigner à plaisir (et avec force talent) les sophistications. Et cela est tellement vrai que l'ambition de Perec ira en grandissant, ce que chacun de ses livres traduira, au lieu que ne se répète un système clos comme trop souvent chez les théoriciens un peu statiques du Nouveau Roman. Voyez par exemple « W ou le souvenir d'enfance » (Denoël, « Lettres nouvelles », 1975) ou bien l'aboutissement génial que fut « la Vie mode d'emploi » (Hachette, « Pol », prix Médicis 1978). C'est qu'il y a un goût de la confession et un besoin de maîtriser la totalité de la vie chez l'amateur de Raymond Queneau, chez le paradoxal cruciverbiste membre de l'Oulipo (l'Ouvroir de littérature potentielle).

Dans « W » s'entremêlent deux récits, l'un autobiographique et l'autre allégorique. Juxtaposition qui rappelle le principe des étonnants « Palmiers sauvages » de William Faulkner et qui à l'époque m'avait volontiers déçu, si j'en crois mes notes du moment, en raison d'une relative sécheresse qu'équilibrait cependant la rigueur d'une écriture appropriée. Aujourd'hui, je suis sans doute plus sensible à la pureté qui se cachait derrière cette sécheresse et qui s'avère être la trace pudique d'un être étranger à la montre intellectuelle mais passionné à dire la vérité sur lui et le monde comme le souligne cet extrait : « Je n'ai pas de souvenirs d'enfance. Jusqu'à ma douzième année à peu près, mon histoire tient en quelques lignes : j'ai perdu mon père à quatre ans, ma mère à six, j'ai passé la guerre dans diverses pensions de Villars-de-Lans. En 1945, la sœur de mon père et son mari m'adoptèrent. Cette absence d'histoire m'a longtemps rassuré : sa sécheresse objective, son évidence apparente, son innocence, me protégeaient mais de quoi me protégeaient-elles, sinon précisément de mon histoire, de mon histoire vécue, de mon histoire réelle, de mon histoire à moi qui, on peut le supposer, n'était ni sèche, ni objective, ni apparemment évidente, ni évidemment innocente ? Je n'ai pas de souvenirs d'enfance : je posais cette affirmation avec assurance, avec presque une sorte de défi. L'on n'avait pas à m'interroger sur cette question. Elle n'était pas inscrite à mon programme. J'en étais dispensé : une autre histoire, la grande, l'Histoire avec sa grande hache, avait déjà répondu à ma place : la guerre, les camps. »

Extraordinairement ambitieux mais parfaitement réussi le projet de « la Vie mode d'emploi » : démonter le puzzle d'un immeuble parisien, pris en coupe verticale avec tous ses habitants. Enchevêtrement d'existences de biographies, minuties des détails, attention extrême au microcosme de la vie qui va même jusqu'à se doubler d'un gigantesque index, né de/et renvoyant à l'intérieur du livre. L'aboutissement de l'entreprise servie par la maestria d'une expression totalement maîtrisée ne peut pas ne pas faire songer à Joyce par exemple et à la démesure incarnée de son « Ulysse ». Dans les deux cas il s'agit de posséder l'univers, en désirant obtenir sa totalisation par l'intermédiaire de l'art. Macrocosme qui met au défi nos petites habitudes et nos précaires satisfactions et qui laissera de cet écrivain secret et narquois une image finale de géant. Perec nous laisse là un grand chef-d'œuvre — qui peut en dire autant ? — et un chef-d'œuvre qui couronnait une conception, une vision, une méthode. Au surplus tout laisse supposer que Perec nous réservait encore plus d'un tour et que sa malice et sa poésie, bien qu'ayant trouvé leur point d'assomption, auraient redécouvert d'autres horizons d'applications, tout en nous laissant un héritage aussi copieux qu'enrichissant.

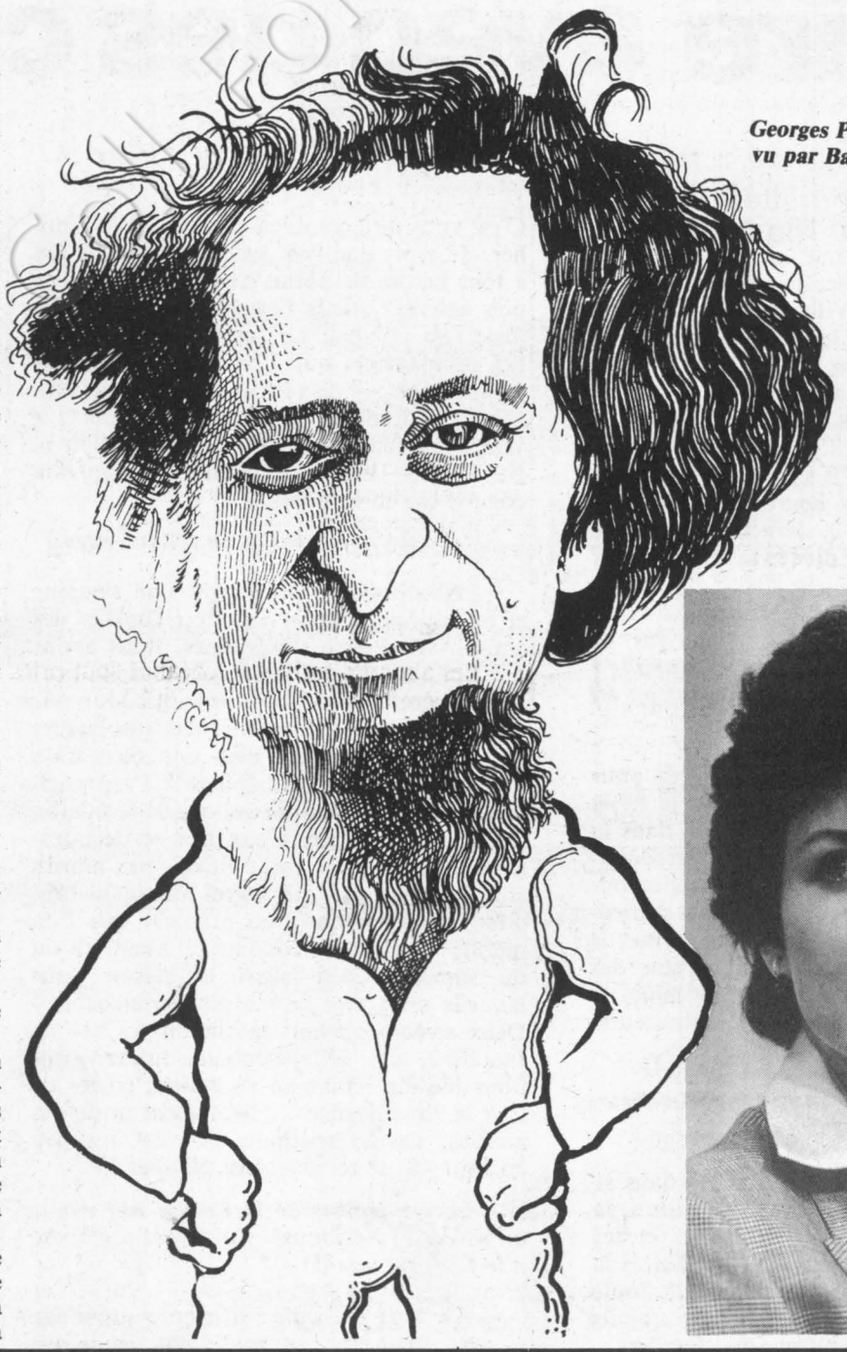
J'établissais un lien entre l'annonce de cette disparition et la reconsidération de l'œuvre que nous imposait cette dernière, en lisant un tout récent livre paru chez Hachette, dans la même collection, Pol, et qui présente l'originalité de raconter quelque chose comme « la Vie en usine », dans la lignée de l'extraordinaire récit de Robert Linhart « l'Etabli » (Editions de Minuit, 1978). Petites strophes qui constituent autant de parties baptisées « cercles » et qui en une poésie simple et désespérée nous montre cette vie à l'usine. Leslie Kaplan — dont on ne sait rien par ailleurs — est l'auteur de « l'Excès - l'Usine ». Elle note l'anonymat de cette existence et de son lieu « murs jaunes, sans information » ; évoque la nature de manière fruste : « On sent la lenteur du ciel... la pluie tombe. Absence pointue. » En un vocabulaire réduit, primaire, elle dit le repos ouvrier « en face le visage de l'autre, ferme et souple, comme un morceau de corps... dans la chambre qui là-haut attend ». Notez ce qui est écrit à propos de la consommation et combien nous sommes loin des classes moyennes, cadres, technocrates décrits et prophétisés par Perec. Le livre s'achèvera sur une image (symbolique ?) de bébé. Perceptions féminines, à condition que cette remarque ne soit pas dévoyée dans un sens ou dans un autre et qui au bout du compte glacent les os. Car toujours nous butons sur la dure et incontournable condition ouvrière.

J'apprécie que ce livre nous y ramène sans pour autant tomber dans on ne sait quelle démagogie « ouvriériste ». Il faut rappeler l'évidence, les questions essentielles de cette condition que rien, ni aucune « participation » ni aucune prétendue révolution n'ont bannie en la transformant radicalement. Ici un ton sec sans concession, une écriture quasi puritaine qui suggère une sorte d'étrangeté face au monde et aux choses, bouleversent en profondeur le lecteur au premier abord à peine interpellé. C'est pourquoi l'on ne saurait parler d'une quelconque exploitation esthétique, d'une sorte de dévoiement au profit de l'art. Leslie Kaplan s'est forgée une écriture, celle du constat et du constat le plus implacable.

Elle trace une voie très minoritaire dans nos lettres beaucoup trop occupées à contempler le nombril des uns et des autres pour s'intéresser au monde majoritaire de la nation (les acteurs de ce monde sont désignés par leur nom exact dans la singulière entreprise de Jean Maitron qui publie — lisez bien ! — le seizième volume du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français aux Editions ouvrières. Simples et uniques noms de militants syndicaux, politiques, engagés entre 1914 et 1939. Pour la plupart du temps ces noms sont méconnus et le demeureront à tout jamais. Et pourtant nous en lisons la liste infinie avec le même regard objectif que Leslie Kaplan observe l'usine et la mutilation des êtres qu'elle concerne. Où la littérature rencontre le réel et réciproquement.

On pourrait évoquer cette rencontre dans les deux sens à propos de Patrick Grainville et de son dernier roman « les Forteresses noires » (le Seuil). Pour cadre les tours de La Défense, l'urbanisme dernier cri où se combine un éloge du néon et des tours. Les personnages a priori réalistes mais en vérité fantaisistes, adultes ou enfants se déplacent par bandes un peu comme dans un climat à la Michel Tournier et dans des souterrains faisant songer à « l'Imprécateur » de René-Victor Pilhes. Mais l'ensemble dévie vite dans un symbolisme aussi évident que peu clair. L'écriture surabondante de Grainville explique ce basculement. Existe-t-il une littérature sans un tel symbolisme, sans l'écriture et ce qu'il faut bien appeler une imagination dans et par les mots ? Non sans doute ! En tout cas, si nous apprécions des notations comme les suivantes sur les enfants « les uns binoclards et ouistiti, les autres clowns pansus ou escogriffes, des loustics et des arsouilles, des minaudeurs et des patibulaires et quelques sérieux affairés comme des notaires de Balzac »..., nous demandons grâce généralement devant le déferlement d'une flamboyance excessive. Grainville a un talent indiscutable mais trop c'est trop comme si ses thèmes étaient prétextes à raz de marée verbaux. La lecture finit par glisser là-dessus, par flotter et le lecteur se sent aérien, l'orgie des mots ne l'atteint plus qui bascule dans une préciosité superficielle. Le déploiement de vocabulaire neutralise ce Metropolis de drugstore où l'on boit « le p'tit vin blanc aux portes du troisième millénaire ». Nous baignons dans la littérature-fiction de même que l'on parle de science-fiction.

Directement accessible, sans boursouflure nous a semblé la correspondance des dames et messieurs autour de « Marthe » (le Seuil) au siècle dernier. Marthe a conçu un enfant dans le péché. Son milieu est aristocrato-bourgeois. Oh calamité ! Le monde est chamboulé. Il faut marier Marthe pour effacer le crime, curés et collatéraux s'en mêlent. Et ensuite comment se déroulera-t-elle la vie avec le promu appâté par divers moyens ? Jamais ne sera effacée la tache initiale même si les religieux et leur sens du devoir s'en mêlent et même si chacun prêche la bonne morale. Rarement document aura montré à tel point le sordide et l'hypocrisie, les contraintes et le cauchemar de mœurs dont nous pouvons dire, au moins, aujourd'hui, que nous sommes sortis. En ce 8 mars féminin je comparais au calvaire finalement mortel de Marthe l'authentique, l'émouvant — l'ingénu aussi — journal qu'Anne Sinclair fait paraître chez Fayard sous le titre d'« Une année particulière ». Anne Sinclair, femme privilégiée, femme heureuse, un peu trop encline de par son métier de journaliste à ne jurer que par les « grands » mais qui respire le bonheur de vivre, de vivre avec l'enfant de l'homme qu'elle aime, sans gêne, sans formalisme, même si le monde est terrible avec ses Pologne, ses Sadate assassinés, et la mort qui atteint les proches comme toujours. Marthe sortait elle aussi d'un milieu privilégié, mais elle était condamnée au malheur de son sexe et de son époque. Ce rapprochement détonant entre ces deux livres significatifs symbolise une autre fonction de la littérature, celle d'informer. Perec informait, c'était du grand art ; d'autres s'approchent de cette fonction, d'autres s'en éloignent : variations de nos lettres où le déséquilibre trop fréquemment fait pencher le fléau dans le sens de la facilité et de la gratuité. En définitive, nos littérateurs sont-ils à la hauteur de ce pays ? A défaut d'y répondre, la question vaut d'être posée en un temps où disparaît prématurément l'un de ses représentants les plus talentueux. ●



Georges Perec, vu par Barrigue.

Anne Sinclair.



A.f.p.

Remue-méninges à la télévision (2)

André Dussolier dans « Un ours pas comme les autres ».



Françoise Fabian dans « les Dames de la Côte ».



Pascal Lebrun



Pierre Dux et Edwige Feuillère dans « le Chef de famille ».

Nina Companeez.

Nina Companeez: "Le feuilleton, c'est un rendez-vous hebdomadaire avec des copains"

PAR FABIAN GASTELLIER

ON a tous eu, un jour ou l'autre, rendez-vous avec elle et son univers secret. Tout à la fois tendre et drôle. Nina Companeez — recordwoman absolue des feuilletons sur Antenne 2 — nous a habitués, depuis quatre ans déjà, à vivre des aventures par procuration ; à rire, à pleurer, à espérer en compagnie de ses créations — de cet « Ours pas comme les autres », des « Dames de la côte », du « Chef de famille ».

D'origine russe, fille du scénariste Jacques Companeez qui fut l'auteur, entre autres, de « Casque d'or », Nina a passé plus de dix années dans le monde du cinéma — d'abord scénariste comme son père puis réalisatrice — avant d'aborder la télévision et d'y installer son charme particulier. Entre détente et émotion, un regard de femme pour nous raconter des vies de femmes. Nina Companeez, on en redemande !

« L'UNITE » : Nina Companeez, en quatre ans, pour Antenne 2, vous avez réalisé trois feuilletons : « Un ours pas comme les autres » en 1977, « les Dames de la Côte » en 1979 et, tout récemment, « le Chef de famille ». C'est une spécialisation ?

NINA COMPANEEZ : Lorsque je travaille pour la télévision, je ne me sens pas l'âme d'une cinéaste mais celle d'une romancière. Mes scénarios sont un peu des romans en images et mes références, lorsque j'en ai, sont plus littéraires que cinématographiques. Pour « le Chef de famille », par exemple, je pensais — avec humilité — à la « Villegiature » de Goldoni ; à quelque chose qui tiendrait de la pièce de théâtre en six actes, de la conversation en six heures... Voilà pourquoi j'aime les feuilletons : pour la durée, la sensation du temps. J'ai réalisé deux téléfilms mais là, lorsqu'il s'agit de filmer une heure trente ou deux heures, je préfère le cinéma. Parce que la largeur de l'écran compense la petitesse du récit.

— Une étendue dans le temps que vous n'incluez pas forcément à l'intérieur de l'histoire racontée. Le « Chef de famille » dure six heures et raconte seulement un été à la campagne...

— Je ne demande pas six heures pour raconter l'histoire de l'humanité ; je m'en sers pour aller le plus loin possible dans la peinture, la psychologie de mes personnages. On a besoin de temps pour approfondir. Si l'on cavale les époques, on demeurera trop extérieur. Le feuilleton permet le soin du détail. C'est, sans doute, une des raisons pour lesquelles ce genre tente, à l'heure actuelle, beaucoup de réalisateurs. François Truffaut, par exemple.

— Le feuilleton est un genre particulièrement adapté à la télévision ?

— C'est surtout un genre ancré dans la nature humaine. Bien avant la télévision, la littérature se faisait en feuilletons et les gens en raffolaient. Lorsqu'on publiait « la Petite Doritt » de Dickens, il y avait foule à l'arrivée du bateau qui livrait, depuis l'Angleterre, les chapitres du feuilleton. C'est vous dire combien c'est un style familier. Je crois que cela peut s'expliquer. On a tous besoin de points de repères. Rien de plus enivrant que la fiction qui vous intègre dans son univers. Le feuilleton, c'est ça : des personnages que l'on prend l'habitude — et l'envie — de retrouver régulièrement. Moi, j'ai découvert « Autant en emporte le vent » en feuilleton dans « France Soir ». Et c'était extraordinairement captivant comme ça, en tranches !

— Le feuilleton invite au rendez-vous ?

— Absolument. On attend une semaine et on tourne le bouton pour récupérer des amis. Avec Pierre Desgraupes, nous avons beaucoup discuté de la fréquence de la programmation : fallait-il un épisode par semaine au risque de perdre des spectateurs en cours de route ou bien une succession plus rapprochée des chapitres ? Personnellement, j'ai toujours pensé que le feuilleton était hebdomadaire. Ceux qui se découragent n'auraient, de toute façon, pas mordu si le rythme avait été autre. Un feuilleton, c'est un plaisir que l'on prépare, que l'on mérite. Ce sont les copains du vendredi ou du samedi. C'est aussi la raison pour laquelle on a tant de mal à s'en arracher ! Deux semaines avant la fin du « Chef de famille », des téléspectateurs m'écrivaient pour me dire combien ils étaient tristes de voir la fin s'avancer... Ils avaient noué des amitiés, des sympathies, et c'est un peu comme s'ils se retrouvaient plaqués !

— Les « Dames de la Côte » ont connu un succès exceptionnel. Comment a marché « le Chef de famille » ?

— Le taux d'écoute est encore supérieur — avec, peut-être, un public plus jeune qui n'avait pas suivi « les dames », parce que les années 14-18 ne le concernait pas. Pourtant, les critiques sont moins bonnes ! On m'a accusée d'être frivole, superficielle. Je ne comprends pas qu'on s'aveugle à ce point. D'accord, l'emballage est léger, divertissant, mais le sujet possède son poids de gravité. Comme si l'enveloppe cachait le cœur, on n'a pas voulu voir que je parlais de vies de femmes, d'échecs permanents. Je raconte la difficulté de vivre, de réussir à aimer sans en prendre plein la figure. Je dis les émotions cachées, sourdes, secrètes... C'est important, non ? Je trouve grave de croire que l'amour, c'est futile et que ça doit venir après tout le reste. C'est faux.

— Le « Chef de famille », c'était une femme. Une façon d'être féministe ?

— Pas une façon, une conviction. Je crois profondément que les femmes ont plus le sens de la responsabilité que les hommes. Je les crois plus lucides, plus honnêtes. Elles ne se mentent pas. Les hommes, eux, auraient plutôt tendance à fuir la réalité. Cela dit, c'est ce qui les aide à être vainqueurs, au bout du compte. Ils réussissent à s'étourdir, et cette faiblesse fait leur force. Mais ce que je voulais dire, montrer, c'était surtout la solidarité féminine. Ça, j'y crois parce que je le vis. Je suis entourée de femmes : ma mère, ma fille, mes amies, ma cousine... et je sens, tout le temps, le lien permanent de la complicité. Rien n'est dit et tout est perçu. On me raconte parfois des vacheries sur les femmes, mais je demeure sourde. Avec le plus grand parti pris possible, je refuse d'écouter ces sornettes ! Et je ne suis jamais aussi malheureuse que lorsque je vois les femmes se combattre entre elles !

— Vous avez l'habitude des familles, des sagas...

— J'aime passionnément les climats de tribus... Ma peur viscérale de la solitude me pousse, en fait, à écrire des choses, des ambiances qui me rassurent. J'ai connu, personnellement, un univers très fourmillant avec plein de gens merveilleux et puis ce monde s'est écroulé. Alors j'écris par compensation... Petite fille, je voulais vivre plusieurs vies : je me les suis inventées par l'écriture ; je me suis fabriqué des familles et des amours imaginaires... Comme c'est une recréation, évidemment, je m'y suis attachée. Ce qui explique peut-être mon plateau presque inchangé de comédiens. Parfois, je songe à en trouver d'autres, mais je les aime tant ! Je travaille par affinités. Lorsque je prépare un scénario, je n'ai pas envie de faire passer des auditions mais plutôt de m'asseoir dans un coin avec les comédiens pour parler, discuter, voir si ça fonctionne, quoi... Je préfère une grande sensibilité à une belle technique dramatique.

— Vous avez des projets de feuilleton ?

— Oui. J'ai l'intention d'écrire, en trois épisodes de 1 h 30 chacun, une sorte d'enquête sur la mémoire à travers deux filles d'aujourd'hui dont les mères se seraient connues en 1940. Deux destins qui se sont séparés, opposés à ceux de l'histoire... L'une a collaboré, l'autre était juive. Tout cela expliqué sans théories ni jugements. Simplement de façon émotionnelle, intimiste. Saisir les différences de l'intérieur... Je n'ai pas l'intention de faire le trois cent douzième film sur la guerre 40, mais j'ai envie de regarder cette époque avec les yeux d'une femme... Parler de la souffrance... Et puis, aussi, parler de la liberté, de la tolérance, de la faiblesse et de l'héroïsme : montrer combien toutes ces valeurs, toutes ces notions sont ambiguës. Là, j'ai mis la barre très haut. C'est un rude pari que je me suis lancé à moi-même. Mais c'est là tout ce qui m'intéresse : changer, évoluer...

— Si vous aviez un souhait ?

— C'est simple : que la télévision ne soit plus traitée comme le parent pauvre. C'est un outil fabuleux, qui permet toutes les ambitions ; or, on trouve encore trop de gens pour le mépriser et penser qu'il n'y a de place que pour le cinéma. Le grand, le beau, le noble cinéma. Personnellement, lorsqu'après le cinéma j'ai abordé la télévision, c'était avec le maximum d'espérances artistiques. Et j'avais bien raison : on y est bien plus libre que dans l'univers cinématographique. Il n'y a pas de « box office », d'obligations de vedettariat. On a le temps pour soi... En fait, si je fais les comptes, c'est vraiment à la télévision que je me suis épanouie. Il faudrait que tout le monde — créateurs et spectateurs — comprenne la spécificité et l'importance de cette boîte à malice ! ●

ANTENNE 2

Adieu le gris, salut les artistes, bonjour Dhéry, Etaix, Tati

« ETRE à l'écoute des spectateurs. Du maximum de sensibilités. Donc être multiforme, diversifié, coloré. » Adieu le gris et la monotonie, à Antenne 2. Le ton est au changement et Jacques Trébouta, réalisateur émérite devenu directeur d'unité de production (fiction) sur la seconde chaîne, fourmille de projets alléchants : « Du divertissement à la science-fiction et de la comédie au feuilleton, il faut que tous les genres soient abordés, explique-t-il. Pas question de développer une télévision hautaine et ennuyeuse, disons simplement que le public a besoin d'une détente de qualité et que l'idée de plaisir ne doit pas rimer avec la bêtise ou la vulgarité. »

Pour Jacques Trébouta, la notion du plaisir, du rire a des visages : ceux de Pierre Etaix, Jacques Tati ou Robert Dhéry avec qui la chaîne vient de signer un projet de six heures. La classe, quoi : « Le plus important, c'était peut-être de retrouver la comédie poétique. Parce que la France n'a pas à copier le burlesque américain ni le délire italien où elle ne parviendrait qu'à faire de pâles copies. Elle doit, au contraire, montrer son originalité, sa spécificité. Et Tati, Etaix, Dhéry sont des visages typiques du gag à la française. »

A l'intérieur de la programmation à venir, une constante : parler du XXe siècle : « On a beaucoup traité le passé, alors tournons un peu la page. On reste encore timide par rapport au présent immédiat ; comme si cela pouvait vous brûler... Il faut pourtant regarder notre époque en face. C'est encore la meilleure façon de la comprendre. » Pour ce faire, divers axes. La politique et l'histoire d'abord : un téléfilm sur la Cagoule : une longue saga sur les rapports de l'homme et de l'Etat, une autre sur une famille paysanne de 1900 à 1982 ainsi que toute une série de « portraits de femmes ». Alice Gui, la première réalisatrice de cinéma, que filmerait Caroline Huppert ; Thérèse Humbert, l'histoire d'une femme-escroc qu'interpréterait Simone Signoret ; Henriette Caillaux, celle qui tua Calmette, le directeur du « Figaro », parce qu'il avait publié des lettres d'ordre privé... : « J'avais envie de montrer des femmes exceptionnelles et pourtant peu connues. Des personnages hors du commun qui se sont révoltés, un jour, contre l'ordre établi. »

L'autre axe : l'univers romanesque du siècle actuel. Un véritable feu d'artifice : l'adaptation du chef-d'œuvre de Nizan « la Conspiration » ; six nouvelles sur le thème de la culpabilité signées, entre autres, Gombrowitz, Schnitzler, Joyce Carol Oates, Alberto Moravia... un cycle sur une face trop méconnue de la littérature, allant de Chardonne à Morand : « Mais nous ne tournons pas pour autant le dos aux grands récits, aux grandes leçons des siècles passés. Un feuilleton de six heures, « Fabien de la Drôme », signé Stellio Lorenzi, sera consacré à la Révolution française et nous prévoyons une adaptation de « l'Allée du Roi », de Françoise Chandernagor. » Prévisions, souhaits, désirs : de toute façon la politique de création ne verra pas le jour avant 1983 : « Il n'est pas possible d'aller plus vite. Nous devons mettre sur pied une idée, l'écrire, la tourner — tout cela prend des mois et des mois. En fait, même ce que les téléspectateurs verront dans un an ne reflétera pas complètement le nouvel esprit d'Antenne 2. Parce qu'on aura travaillé très vite, trop vite. Notre vrai visage, celui qui aura mûri dans l'élaboration et la minutie, c'est pour 1984 ! »

Certes, on ne change pas si vite. Encore qu'au sein de la troisième chaîne, justement, on ait déjà mis les bouchées doubles. Un magazine tout nouveau (même s'il rappelle les souvenirs de « Dim Dam Dom ») et tout drôle vient d'installer l'imagination au pouvoir. « Remue-méninges » de Gilbert Lauzun et Claude Otzenberger se veut un magazine mensuel « non objectif » et nous a déjà offert un premier numéro parfaitement délirant, où l'insolite et l'humour formaient un couple explosif : « Notre règle de départ, explique Gilbert Lauzun, c'était l'absolue liberté. L'envie de tuer, cette fausse objectivité qui nous a fait tant de mal. Le besoin d'ouvrir les fenêtres tout en demeurant extrêmement vigilant quant à la qualité technique. « Cette démarche cavalière a pour objet d'ouvrir l'écran à des réalisateurs, des scénaristes originaux pouvant exprimer une idée, un rêve, une envie à l'intérieur d'une séquence allant de trois à six minutes : « C'est un peu la réhabilitation de la fiction courte ; de l'art de la concision. Il faut beaucoup de talent pour tout dire en si peu de temps ! » Mais attention aux extrêmes : « Nous ne souhaitons tomber ni dans le surréalisme ni dans le sérieux. Nous avons l'œil ouvert, en guetteurs permanents ! C'est bien, parce que ça nous évite la routine... »

Gilbert Lauzun et Claude Otzenberger se donnent trois numéros pour trouver un réel rythme, une forme satisfaisante. Pour réussir leur enjeu : faire passer un message (mais oui ! ils revendiquent le terme !) social à travers l'humour et la tendresse, la poésie et la recherche. Leur désir profond ? « Etre agressifs sans être destructeurs. » Un véritable travail de funambule... Alors salut, les artistes !

FABIAN GASTELLIER

CINEMA

Etrangers au "paradis"

Ivan Passer, Tchèque installé aux Etats-Unis et le Pennsylvanien Arthur Penn racontent avec "Cutter's Way" et "Georgia" des histoires d'exil et d'émigrés

PAR SERGE RICHARD

MILOS Forman, avec « Ragtime », racontait comment s'évanouit le « rêve américain ». Deux autres cinéastes viennent, à leur tour, confirmer son propos : un concitoyen de Forman, Ivan Passer, comme lui installé désormais aux Etats-Unis, et le Pennsylvanien Arthur Penn. Le plus fascinant étant que tous deux arrivent à cette même conclusion par des voies symétriquement opposées : « Cutter's Way », c'est une histoire américaine (celle de la violence) racontée par un immigré ; « Georgia », c'est une histoire de nouvel arrivant (l'intégration de l'immigré) racontée par un Américain. Dans les deux cas tout transite par l'exil.

D'être un « étranger » dans son pays d'accueil conserve sans doute l'œil lucide : on trouve peu de tableaux aussi saisissants et aussi vigoureux d'une certaine réalité américaine que dans « Cutter's way » et Ivan Passer ne se donne même pas la peine, comme Forman, de recourir à la transposition dans une autre époque pour dire ce qu'il veut dire.

Tout au plus circonscrit-il son récit sur une portion de côte californienne, entre Santa Barbara et Los Angeles. Simplement parce que cette ville-plage et la mégapole se renvoient leur image contraire : laboratoire systématique du plaisir et du bonheur individuel, d'un côté ; agitation des « entrepreneurs » du capitalisme, de l'autre. Ce sont là quelques-unes des Californies.

Parfois tout cela réussit à changer un tant soit peu la vie. Plus souvent, c'est l'échec et toutes les fêtes avortées du « Flower Power » des années soixante semblent peser sur les épaules de Bone, ex-hippy résigné à tout. Alors que son ami Cutter, autre personnage emblématique de l'histoire américaine récente, est un révolté : de la guerre au Vietnam, il est revenu privé d'un œil, d'un bras, d'une jambe, mais survolté de rage envers cette société qui a sacrifié sa jeunesse et ne lui en sait même aucun gré.

Autant que la violence — le film débute presque par la découverte d'un cadavre — c'est la haine qui constitue l'axe de Cutter's Way. Elle seule mène Cutter, à partir d'un vague soupçon de Bone transformé en certitude, à organiser la traque d'un notable de Santa Barbara. Pour une fois dans le cinéma américain, le « justicier » n'est pas un redresseur de torts et un homme de vérité, mais un ange exterminateur. C'est l'imprécateur se servant du chantage et du vandalisme pour concentrer sur le notable, parce qu'il est un notable, tout ce qu'il abhorre dans le « modèle américain ». Sa folie destructrice fera le reste.

Voilà, dit clairement Passer à travers son film, où conduit la violence chez quelqu'un à qui, sous prétexte de guerre, on l'a inoculée : la victime touchée par ce virus devient contagieuse et le propage à son tour.

C'est exactement ce à quoi ne se résigne pas Arthur Penn, dont les héros de « Georgia » appartiennent à la même génération que ceux de « Cutter's Way ». Simplement, il les a saisis un peu avant dans le siècle, lors de cette décennie soixante où renaissaient tous les idéaux américains entre campus, ghettos noirs et communautés intellectuelles. « Mais, dit le cinéaste, ce pays a perdu son innocence le jour de l'assassinat de Dallas. »

Penn n'est pas assez naïf pour croire que le ver n'était pas dans le fruit au beau milieu déjà de la belle époque des « sixties ». Si sympathique soit-il, même son protagoniste, Danilo, éprouve les limites du libéralisme (la flambée de racisme sur la plage), du courage politique (la scène, admirable, où il profite d'un carrefour pour éloigner sa voiture du car de ses amis manifestants noirs), de l'évolution morale et sociale (la folie meurtrière d'un père habitué à tout posséder)... Qu'ils sont loin, les gentils hippies que Penn faisait vivre dans « Alice's Restaurant » !

« Georgia » retiendrait moins l'attention s'il était simplement le constat, sous la caméra inspirée d'un cinéaste qui donne de la grâce à tout ce qu'il touche, des désillusions d'une génération. Mais le film de Penn prend une dimension supplémentaire à incarner cette génération dans un immigré en quête du fameux « rêve américain » : ce Danilo qu'on a vu — dans une séquence d'ouverture géniale dans son apparente simplicité — débarquer enfant dans la gare de Chicago.

Ensuite, malgré la présence rayonnante de son amie Georgia, ce seront les déceptions familiales, sociales, amoureuses... Danilo ne se libérera que le jour où il acceptera de reconnaître que « l'Amérique » de son rêve n'existe pas ; et que la vraie exige de s'organiser contre elle en une sorte de résistance plus ou moins passive et de vigilante acceptation critique. Ainsi devient-on « Américain » et la fameuse malle que Danilo brûle, à l'épilogue du film, n'est pas seulement pleine de son passé adolescent : elle contient surtout dans ses flancs l'exil fondamental du jeune Yougoslave et sa culture originelle (la flûte) en même temps que les illusions d'ailleurs et d'avant.

Incompréhensible mystère, de ceux dont le cinéma est prodigue : ce film de l'anti-idéalisme paraît extrêmement tonifiant et ce n'est qu'à moitié un paradoxe. Connaissant Arthur Penn, on ne s'étonnera pas, en revanche, de trouver ici deux denrées trop rares : un style et, surtout, un charme fou qui rend difficile de ne pas tomber amoureux de « Georgia ». ●

« Cutter's Way » d'Ivan Passer.



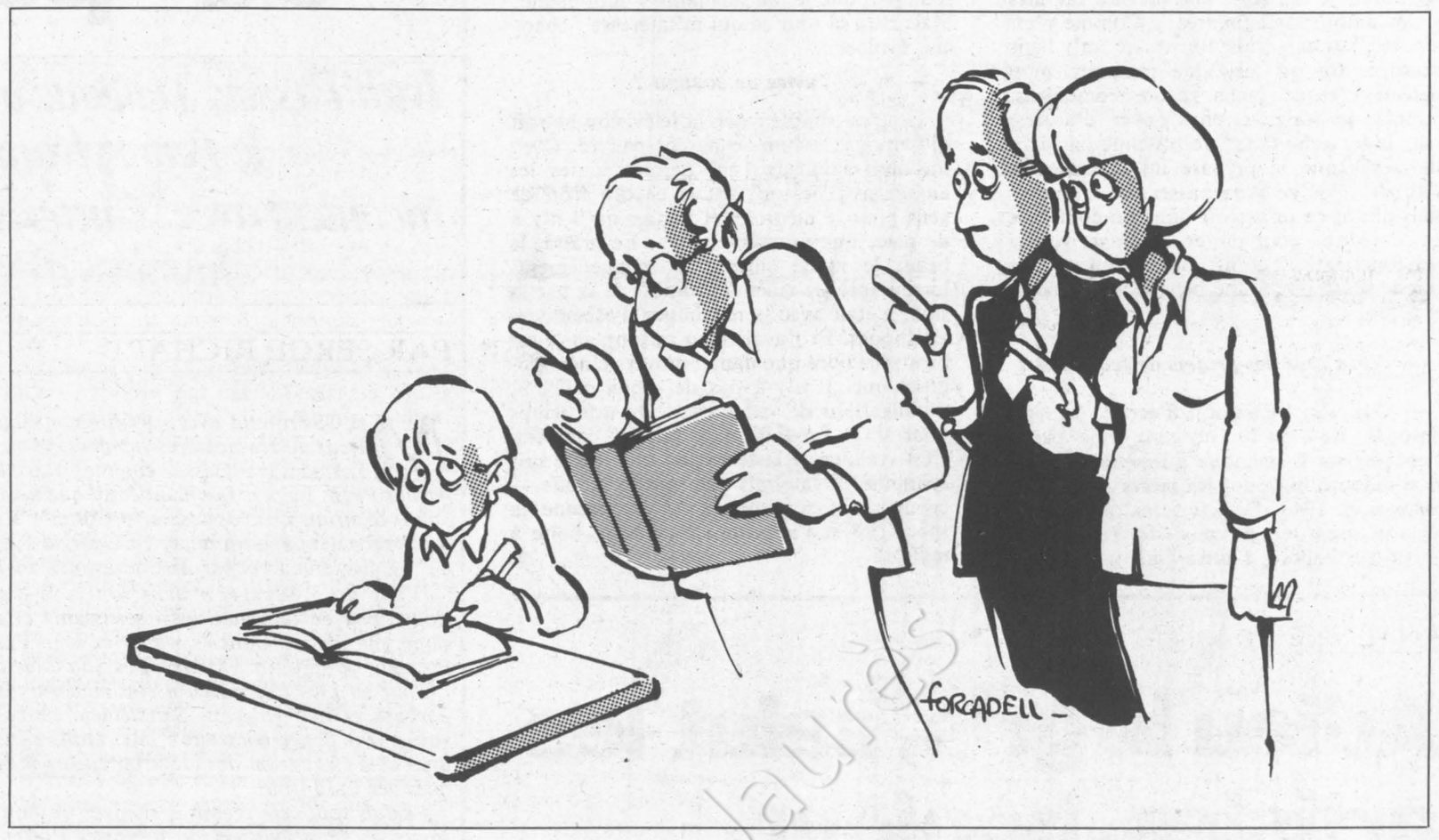
Profession : instituteur

L'une y croit dur comme fer, l'autre pas. L'une bataille, tempête et ne regrette rien. L'autre tâtonne et doute. Tous deux font le même métier : instits

PAR MARTINE DUCOUSSET

« SOIS professeur, mon fils, si tu tiens absolument à enseigner ! » Instituteur ? Pouah, quelle horreur ! Trois mois de congé peut-être, mais un salaire inférieur à celui d'un éboueur. Par les temps qui courent, le premier chargé de mission de nos chères petites têtes blondes n'a plus la cote. Sauf peut-être dans certaines campagnes encore très attachées aux deux ou trois notables qui donnent au village son pesant de respectabilité.

Résultat : des manœuvres scolaires taillables et corvéables à merci, qui cultivent le ras des pâquerettes — quel intérêt vraiment, un enfant de dix ans ! — et vivent très mal leur situation de laissés-pour-compte de l'Education nationale. Revaloriser leur traitement était une première justice à leur rendre. C'est chose faite désormais : ils gagneront en fin de carrière 650 F supplémentaires (soit 10 % d'augmentation). Une mesure qui touche 400 000 actifs et retraités, et qui représentera, d'ici à 1988, un montant de trois milliards de francs. Merci pour eux, ils valent bien ça. Quand on écoute Yvonne et Luc, qui ont accepté de témoigner pour « l'Unité », on s'aperçoit — si besoin en était — qu'apprendre aux enfants le B.A. BA du départ dans la vie est loin d'être une tâche de tout repos.



« INSTITUTRICE ? Autant vous prévenir tout de suite ! Ce n'est pas un métier, mais une vocation. Pas une profession, mais un sacerdoce. » Yvonne éclate de rire, secoue la tête en arrière et reprend : « Les jeunes de maintenant me prendront sans doute pour un vieux fossile. Tant pis. J'aime passionnément mon boulot et n'ai pas honte de le dire. »

Yvonne, c'est cette génération d'avant les angoisses, les interrogations, les doutes. Celle qui louchait vers le certif' ou le brevet — parce qu'à l'époque c'était le nec plus ultra du cursus scolaire —, celle qui n'avait à la bouche que le mot travail, synonyme de réussite aux examens. Sans pour autant enseigner avec des œillères ou pratiquer une psychologie de bazar : nos maîtresses du temps jadis n'étaient pas des demeurées. Simplement des religieuses sans costumes, dévouées corps et âme à leurs élèves, et fidèles à cette mission-croisade qu'on leur avait confiée : faire de l'enfant un bon citoyen doublé d'un bon travailleur, intégrable et intégré.

« Même avec 38 ° de fièvre, je vais faire ma classe. Impossible de me dérober : j'ai des devoirs envers les gamins et leurs parents. Si je faillis à la tâche, ils en souffriront. C'est toute une éducation qui est en jeu, et je ne peux me permettre de traiter l'affaire par-dessus la jambe. » A 48 ans, Yvonne compte déjà 29 ans de carrière. Toute jeune normalienne, elle a commencé à tâter du tableau noir dans un douar de la région d'Oran : « Je n'étais évidemment pas préparée. Je me suis retrouvée un beau matin avec une classe de soixante-quinze élèves, qui ne parlaient pas un mot de français. Le premier moment de panique passé, il a bien fallu se débrouiller. J'ai improvisé, avec des dessins, des chansons, des jeux. Et ma foi, je crois que je ne m'en suis pas trop mal tirée ! »

A cause des « événements », Yvonne ne tarde pas à rejoindre la métropole. Elle enseigne en province, puis à Paris. Mais son travail ne l'intéresse pas vraiment : « Quand c'est du tout cuit, je ne me sens d'aucune utilité. Ces classes avec des enfants sans problèmes qui obtiennent aisément de bonnes notes m'ennuient. En 1964, j'ai donc préféré me tourner vers les secteurs difficiles, vers les élèves qui avaient réellement besoin d'aide. » Encore des études, des examens, un stage. Yvonne obtient finalement son certificat spécialisé, sésame obligatoire de l'enseignement marginalisé parce que délaissé : classes d'adaptation, de perfectionnement, de réadaptation, éducation psychopédagogique... « Officiellement, la classe d'adaptation est un pis-aller pour les élèves inaptes à suivre », commente Yvonne. « Pour moi, c'est différent : il s'agit d'éviter aux enfants qui rencontrent d'énormes difficultés de tous ordres de se casser la gueule au cours préparatoire. Pas une voie de garage, mais une échappée vers un univers qui sinon leur serait interdit. »

Elle y croit, elle se donne, et rue dans les brancards. Fulmine à l'occasion contre les parents : « Ils ne voient jamais ce qui est évident. » Raconte en souriant qu'elle use sans complexe de la manière forte : « Une bonne tarte quelquefois, ça remet les choses en place ! » Discipline et cœur d'or, ordre et générosité. Une institutrice comme on en fait — presque — plus, une maîtresse comme dans les livres ou dans les souvenirs. « Je suis une vieille de la vieille, avoue-t-elle, et je choque mes collègues qui sortent de l'Ecole normale. Je m'en moque. J'ai mon caractère, les enfants l'apprécient et se sentent bien avec moi, c'est le principal. »

L'école, c'est prenant et c'est pesant. Mobilisée tous les jours de la semaine, veillant en permanence et se levant à l'aube, Yvonne touche la somme mirobolante de 7 200 F par mois. Sans espoir d'être un jour augmentée, puisqu'elle est déjà parvenu au onzième échelon, dernière étape administrative d'une carrière enseignante. Elle râle pour la forme : « C'est vraiment un salaire de misère ! » mais n'y attache au fond aucune importance : « C'est bien, l'argent. Mais c'est tellement merveilleux de faire un métier qu'on aime, et de s'apercevoir qu'on sert à quelque chose.

Je ne céderais pas ma place pour tout l'or du monde ! »

QUAND on a la foi, on abat des montagnes, c'est bien connu. Luc voudrait être croyant, mais il attend encore la grâce. En fait, il désespère, et se demande quotidiennement s'il ne va pas changer de métier. Il a 29 ans, exerce depuis 8 ans, et se sent très mal à l'aise dans son rôle « d'initiateur social ». La vocation, connaît pas : « Je suis devenu instituteur parce que ma mère le voulait. Frustrée d'avoir dû interrompre ses études très tôt, elle nous a poussés, mon frère et moi, vers l'enseignement. Le fonctionnariat la sécurisait. Je ne désirais pas vraiment m'engager dans cette voie-là, mais j'ai fini par m'incliner. »

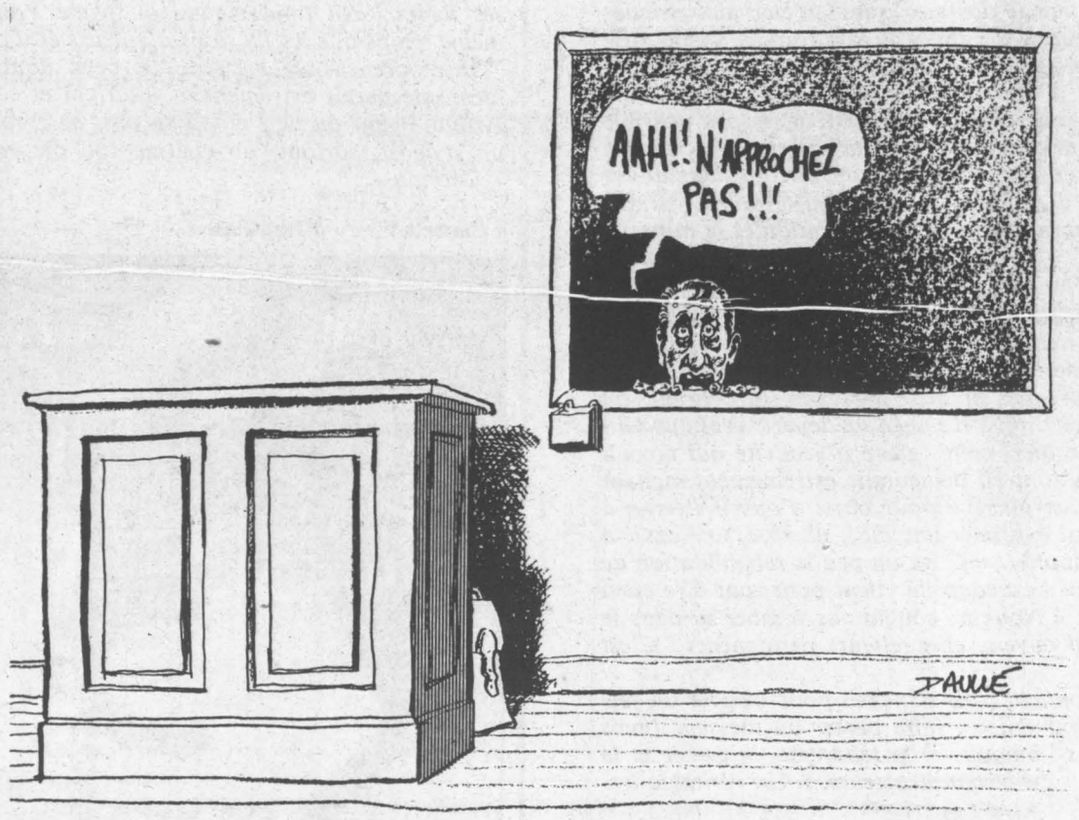
Luc quitte donc le C.e.g. pour l'Ecole normale, passe son bac et obtient, après trois ans d'études — dont un redoublement — son C.f.e.n. (Certificat de fin d'études à Normale). Il fait quelques remplacements en région parisienne, réussit son certificat d'aptitude professionnelle, et accède à la titularisation : « Malgré mon statut, je faisais des remplacements, dans ce qu'on appelle une « zone d'intervention limitée », explique-t-il. J'ai d'abord travaillé toute une année dans la même école, puis j'ai bourlingué dans la moitié du département l'année suivante. La situation me plaisait davantage : je n'ai jamais aimé m'installer. Deux jours ici, trois jours là, parfois un peu plus. Ça me convenait parfaitement. »

Mais les meilleurs vagabondages ont une fin : Luc se fait muter à Paris. Depuis deux ans, il s'occupe d'un cours préparatoire dans une école du XIXe arrondissement. Il en bave. Parce qu'il doute, coincé entre ses aspirations soixante-huitardes et son désir de ressembler aux maîtres d'antan : « Dans ma classe, on chahute et ça me rend malade. Mais je suis incapable d'imposer la moindre discipline. Le mot même me fait horreur. Seulement, je me demande aujourd'hui si j'ai raison de ne jamais sévir. Les enfants ont sans doute besoin d'être tenus. J'ai l'impression de ne pas leur donner les armes nécessaires pour se défendre plus tard. »

Luc bosse comme un dingue, prépare soigneusement la journée du lendemain, se creuse la tête pour proposer aux élèves des activités d'éveil — dessin, poterie, céramique, masques. Il travaille beaucoup, se recycle, bouquine à outrance, mais toujours dans l'anxiété. Pas facile de pratiquer le libéralisme quand on vous demande d'être catéchiste : « Le cours préparatoire est une classe très dure. Les enfants sortent d'une maternelle où tout leur était permis. A la grande école, plus question de rigoler : il faut apprendre à lire, à écrire, à compter jusqu'à cent. Pour un gamin, c'est énorme. Et je ne me sens pas toujours capable de l'aider à franchir ce cap difficile. Il m'arrive alors de me demander ce que je fais là, et pourquoi je reste. »

Luc regrette le manque de contacts entre enseignants : « Chacun est dans son coin, fuit toute conversation, et semble se contenter d'un travail de fonctionnaire. C'est désespérant, et je me sens vraiment très seul. » Le jeune homme envisage très sérieusement de crier « pouce ! ». Trop d'insomnies et pas assez de plaisir. Avec en prime la culpabilisation : « L'enfant est très sensible aux humeurs de son interlocuteur. J'ai bien peur de communiquer aux élèves mon angoisse. Je suis sans arrêt en décalage, en porte à faux. Mieux vaut pour eux quelqu'un de sûr. Un point de repère solide plutôt qu'un déboussolé déboussoleur. »

L'une y croit dur comme Ferry, l'autre pas. Yvonne bataille, prend sa classe à bras-le-corps, tempête, se fait douce, proclame joyeusement que non, vraiment, elle ne regrette rien de rien. Luc tâtonne, court après l'image idéale du monsieur en blouse grise qui lui apprit ses tables de multiplication, et ne parvient pas à faire coïncider sa mémoire avec la réalité. Luc et Yvonne ? Bien sûr qu'ils font le même métier. Profession : instituteur. ●



Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325